

Royaume du Maroc
Haut Commissariat au Plan

**Les sources de la croissance
économique au Maroc**

Septembre 2005

Avant-Propos

L'étude sur Les Sources de Croissance de l'Economie Marocaine s'inscrit dans le cadre du programme d'appui à la planification stratégique du développement initié par le Haut Commissariat au Plan avec l'appui financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette étude vise l'identification des facteurs qui déterminent la performance de l'économie marocaine. L'objectif étant de quantifier l'impact de chaque facteur pour établir des priorités en terme de politiques publiques. Les résultats de cette étude, devraient, avec les résultats des autres études thématiques réalisées dans le même cadre, servir de base pour l'élaboration de scénarios pour le Maroc de 2030.

Le présent rapport constitue l'output de l'étude sur les sources de croissance de l'économie marocaine. Il présente le profil de la croissance au Maroc depuis les années 60, l'approche méthodologique adoptée pour l'étude ainsi que les résultats obtenus.

Plan du rapport

Avant Propos

Introduction

1. Profil de la croissance économique au Maroc : 1960-2004
2. Méthodologies d'analyse des sources de la croissance
 - 2.1. Théories de la croissance économiques
 - 2.2. Comptabilité de la croissance
 - 2.3. L'approche empirique
3. Les déterminants de la croissance
 - 3.1 Le capital physique
 - 3.2 Le capital humain
 - 3.3. Les politiques de stabilisation
 - 3.4. Institutions et politiques structurelles
 - 3.5 Innovations et nouvelles technologies de l'information
4. Estimation et quantification de l'effet des facteurs
 - 4.1 Approche comptable
 - 4.2 Quantification de l'effet des facteurs

Conclusion

Annexes

Liste des abréviations

BIT : Bureau International de Travail

FBCF : Formation brute de Capital fixe

ICOR : Incremental Capital Output Ratio

ICRG : International Country Risk Guide

MENA : Middle east and North Africa

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

PGF : Productivité Globale des Facteurs

PIB : Produit Intérieur Brut

PPP : Purchasing Power Parity

TIC : Technologies de l'Information et de Communication

WDI : World development Indicators

Introduction

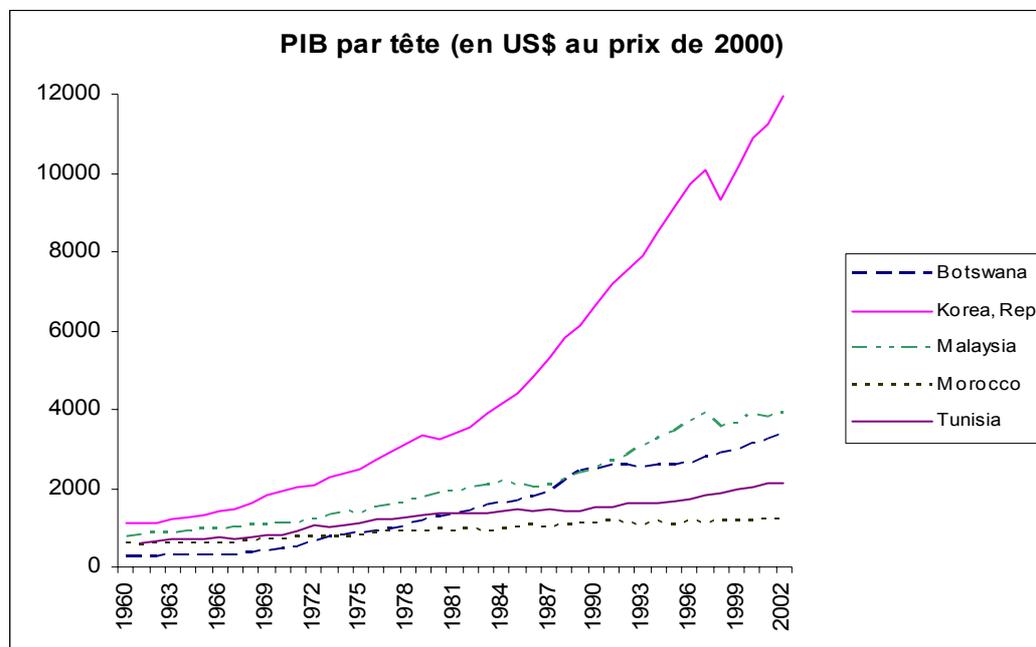
L'amélioration du niveau de vie de la population et la garantie du bien être social sont des objectifs ultimes des pouvoirs publics. Quelles que soient les politiques suivies, ces objectifs ne peuvent être atteints sans une croissance économique soutenue et durable. La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de créations d'emplois et de richesses. Elle assure, lorsque, bien exploitée, la prospérité économique, sociale et humaine. Pour toutes ces raisons, la compréhension de la croissance, de ses mécanismes, de ses déterminants et de ses sources a toujours été un souci majeur des décideurs et des concepteurs des politiques économiques. Il est clair que la croissance économique n'est pas une panacée pour les problèmes du pays, mais elle facilite l'implémentation des politiques publiques qui complètent les insuffisances de la croissance. En bref la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante pour assurer le bien être social.

Au Maroc, à l'instar des pays en voie de développement, la nécessité d'assurer une croissance économique forte et durable s'impose comme une solution pour plusieurs problèmes sociaux qui hypothèquent l'avenir du pays. Avec l'accumulation des problèmes économiques et des déficits sociaux (chômage, pauvreté, perte du pouvoir d'achat, etc.)¹ les solutions conjoncturelles ou partielles ne peuvent plus servir de remèdes efficaces. Les problèmes doivent être traités à la source qui les génèrent, et cette dernière n'est autre que la faible croissance économique et la sous utilisation des potentialités du pays. Il est donc impératif de se mettre sur un sentier de croissance forte et soutenue pour sortir le pays d'un cercle vicieux de sous-utilisation des potentialités et de faible croissance.

Entre 1960 et 2002, l'économie marocaine a progressé en terme réel à un taux d'accroissement annuel moyen de 4.2%. Sur la même période la population s'est accrue de 2,2% annuellement. Le résultat est que le PIB par habitant qui était de 591\$ en 1960 (en dollar constant de 2000) s'élève à 1234\$ en 2002, soit un rythme annuel de croissance de près de 1,8%. La performance de l'économie marocaine mesurée par cet indicateur de la richesse de la nation et du niveau de vie de la population reste de loin insuffisante comparée aux potentialités réelles du pays et comparée également à celles des autres pays ayant été au même niveau de développement que le Maroc en 1960. La Malaisie, la Corée du Sud, la Tunisie et même le Botswana sont des exemples de pays qui étaient au même

¹ Le classement 2004 du PNUD selon l'indice de développement humain (HDI) montre que le Maroc traîne loin derrière au 125ème rang sur les 177 pays classés.

niveau de développement que le Maroc, mais ces derniers ont pu améliorer les conditions de vie de leurs populations de façon significative grâce à une croissance économique rapide et continue. La figure ci-après montre le contraste dans la vitesse de croissance du PIB par tête dans ces pays.



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004). Banque Mondiale

La question se pose donc avec acuité, pourquoi le Maroc n'a pas pu emprunter le même sentier de croissance que ses semblables, pourquoi accuse-t-il tout ce retard. L'importance d'apporter une réponse à cette question cruciale ne réside pas uniquement dans la compréhension du passé, mais également dans l'identification des pistes qui lui permettraient de rattraper le retard et de le hisser au même niveau de développement que ses semblables.

La question est également cruciale parce qu'en l'absence de politique forte et agressive, et si la tendance actuelle de croissance se maintient, il faudrait² au Maroc 31 ans pour atteindre le niveau actuel de développement de la Tunisie, 65 ans pour atteindre celui de la Malaisie, 129 ans pour celui de la Corée du Sud et près de 2 siècles pour atteindre celui des Etats Unis. Evidemment ceci ne signifie pas un rattrapage, parce qu'au moment où le Maroc atteindrait ces niveaux, ces pays auraient déjà creusé davantage le fossé et il sera de plus en plus difficile de réduire l'écart, pour rattraper, ou du moins réduire l'écart, il faut donc emprunter un sentier de croissance plus rapide.

² Ces calculs sont basés sur le fait qu'entre 1960 et 2002, le PIB par tête du Maroc s'est accru en moyenne de 1.77% et les PIB par tête en 2002 en US\$ constant sont : Tunisie : 2122, Botswana : 3372, Corée du Sud : 11936, Malaisie : 3883, Maroc : 1234 et Etats Unis : 34789. Source WDI 2004. Banque Mondiale.

Sur le long terme, la vitesse de croissance revêt une importance capitale, une petite différence dans le rythme de croissance peut conduire à des écarts considérables. En effet, depuis 1960, si le Maroc avait les mêmes taux de croissance du PIB global et par tête que la Tunisie, le PIB du Maroc aurait été en 2002 de 56 milliards de dollars au lieu de 37 milliards et le PIB par tête aurait été de 2064 dollars au lieu de 1234³. Ceci montre combien le Maroc rate en terme de niveau de vie à cause de sa croissance économique lente.

Que devrions-nous faire pour accélérer la croissance économique ? La question est équivalente à s'interroger sur ce qui a retardé le Maroc autant par rapport à ses semblables. Cette question est pertinente parce que plusieurs études ont montré que la croissance n'est pas une fatalité et n'est pas tributaire des ressources naturelles dont est doté le pays, mais elle dépend principalement des politiques et des choix faits par le pays, de la volonté et de la détermination de ses hommes et de ses femmes. L'Etat a un rôle important dans la croissance économique. Il est donc primordial de comprendre comment les choix faits dans le passé par les pouvoirs publics ont affecté la croissance, mais surtout, que doit faire l'Etat pour accélérer la croissance économique et assurer un niveau de vie décent à la population.

La croissance de long terme n'est pas synonyme de conjoncture régulièrement favorable à court terme. A long terme, les fluctuations conjoncturelles n'ont que peu d'importance. En effet, des taux de croissance faibles ou élevés dus à des phénomènes conjoncturels tel que les privatisations ou de bonnes années agricoles, n'ont que peu d'impact sur le long terme. La croissance économique est un phénomène de long terme nécessitant des politiques structurelles dont les effets n'apparaissent généralement qu'après plusieurs années. Les politiques conjoncturelles visant à contrecarrer les effets de chocs de court terme n'ont pas d'effet notable sur la croissance économique. En résumé la croissance économique est un objectif de long terme et seules les réformes structurelles peuvent conduire à son amélioration. Il s'agit donc d'aller à la source du phénomène. D'où la question, objet de ce rapport : Quelles sont les sources de croissance de l'économie marocaine ? Autrement, quels sont les déterminants de la croissance économique au Maroc. Avant de répondre à cette question, deux clarifications importantes s'imposent.

³ Chiffres en dollar constant de 2000. Les calculs sont basés sur les données de WDI de la Banque Mondiale.

Primo, source de croissance ne devrait pas être nécessairement interprétée au sens positif. Par source nous désignons un déterminant, un facteur, qui peut contribuer aussi bien positivement que négativement à la croissance s'il n'est pas bien exploité. Un exemple simple est l'éducation. Elle est une source de croissance. Si on investit dans l'éducation, ce facteur contribuera à l'accélération de la croissance. Par contre, un faible niveau d'éducation est un handicap à la croissance. L'objet principal de ce rapport est de présenter les sources de croissance et de quantifier leurs effets sur la croissance économique qu'a connue le Maroc, ce qu'elles nous ont donné ou ce qu'elles nous ont coûté en terme de points de croissance, mais surtout ce qu'elles pourraient nous faire gagner dans le futur si elles sont bien exploitées.

Secundo, l'étude des sources de croissance n'est pas une étude sectorielle et ne consiste pas à identifier les secteurs porteurs de l'économie. Il s'agit de quantifier les effets transversaux de facteurs communs à tous les secteurs, c'est à dire les facteurs susceptibles de faire démarrer n'importe quel secteur économique. Evidement, la vitesse sera plus rapide pour les secteurs où nous possédons ou nous pouvons acquérir un avantage comparatif par rapport à nos concurrents. L'identification des avantages comparatifs ou potentiels nécessite des études sectorielles approfondies permettant de diagnostiquer les atouts et les faiblesses du Maroc dans chaque secteur et de les comparer à ses concurrents potentiels.

Ce rapport est organisé comme suit. Dans un premier chapitre, nous présentons le profil de la croissance économique au Maroc au cours des 40 dernières années, entre 1960 et 2004. Les différentes périodes de croissance sont associées aux politiques adoptées et aux événements exogènes survenus au cours de la période. Nous déclinons cette analyse par secteur économique et selon différentes composantes de la demande.

Dans le deuxième chapitre, nous présentons la méthodologie d'approche pour l'analyse des sources de croissance. Nous commençons par un bref survol des théories de la croissance et nous présentons les approches empiriques qui seront appliquées pour analyser les sources de croissance au Maroc.

Dans le troisième chapitre, nous présentons en détail les principaux déterminants de la croissance. Pour chacun de ces déterminants, nous présentons la définition, nous discutons les problèmes de mesure et nous présentons la performance du Maroc en terme de ces facteurs avec une comparaison à d'autres pays ayant eu des niveaux de développement similaires.

Dans le dernier chapitre, nous procédons en utilisant des bases de données internationales et des modèles de régression à la quantification proprement dite de l'effet des déterminants sur la croissance économique au Maroc. Nous décrivons en détail la méthodologie suivie, les résultats obtenus ainsi que leur interprétation. Enfin, la conclusion synthétise les différents résultats obtenus et leurs implications en terme de politiques de développement.

1. Profil de la croissance économique au Maroc : 1960 – 2004⁴

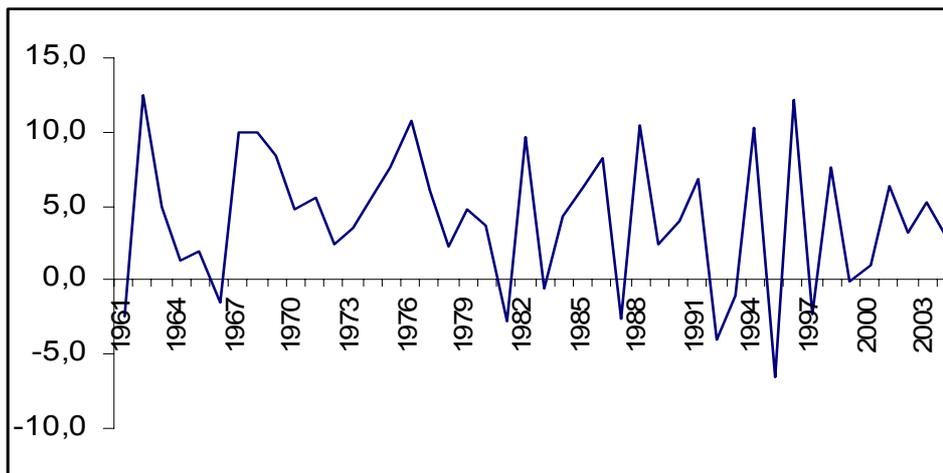
Dès les premières années de l'indépendance, des politiques économiques et sociales ont été engagées pour garantir l'insertion de la société marocaine dans la voie du développement économique et social. Les choix stratégiques se sont matérialisés par l'option économique libérale, tout en faisant jouer à l'Etat un rôle dans la croissance économique. Ainsi, les années 60 et 70 se sont caractérisées par la mise en œuvre de Plans de développement économique et social visant à renforcer le tissu économique et à accompagner les différentes mutations sociales du pays.

Cependant, la crise de l'endettement et les grands déséquilibres macro-économiques apparus à la fin de la décennie 70 et au début des années 80 ont amené le Maroc à s'engager, en 1983, dans la mise en œuvre du programme de stabilisation et d'ajustement structurel sous les auspices du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale, en vue de redresser ces déséquilibres tout en visant à terme une croissance économique forte et soutenue. La réalisation de ce programme a été accompagnée par la mise en œuvre de réformes économiques et institutionnelles dont particulièrement celles relatives au désengagement graduel de l'Etat et au renforcement du rôle du secteur privé. Depuis cette date, la politique économique nationale s'est principalement caractérisée par une politique budgétaire restrictive et d'ouverture sur l'extérieur sans pour autant réussir à atteindre les résultats escomptés en matière de croissance économique.

Nous allons procéder dans ce chapitre à l'analyse du profil de la croissance économique au Maroc depuis 1960. Ce travail est effectué sur la base des résultats des comptes nationaux (basé sur les données de la Banque mondiale World Development Indicators WDI(2004)). Nous mettons la lumière en particulier sur les principales stratégies de croissance économique entreprises durant cette période. Cette présentation est faite selon des sous-périodes qui coïncident avec les dates considérées comme points de changement dans l'évolution des orientations des politiques économiques.

⁴ Nous nous référons dans ce chapitre au document « La planification du développement économique et social au Maroc » élaboré par Abdelhak. Allalat, HCP. 2005.

Figure 1 : Taux de croissance annuel du PIB (en %)



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004)

Au Maroc, la croissance économique est caractérisée par une évolution en dents de scie, marquant des hauts et des bas selon les variations de la production agricole qui a toujours été fort dépendante des conditions climatiques. En effet, de 1960 à 2004, la croissance est tombée 10 fois au dessous de zéro et elle a dépassé rarement les 5%. Les plus importantes performances ont été, en général, réalisées suite à une forte baisse du taux de croissance l'année précédente, et pire encore elles sont souvent suivies par une faible croissance. En conséquence, l'évolution de la croissance est caractérisée par une forte volatilité. Cette volatilité qui semble être structurelle gêne le bon fonctionnement du processus d'accumulation de la richesse à même de générer la croissance et garantir sa pérennité.

Croissance économique entre 1960 et 1971

Le Maroc a arrêté, depuis son indépendance, des objectifs visant la réalisation d'une croissance économique suffisante et soutenue en vue d'améliorer le niveau de vie de la population. C'est ce qui ressort de la plupart des plans de développement économique et social établis depuis 1960. Cependant, les résultats réalisés ont été en général en deçà des aspirations du pays et des objectifs fixés et ce, malgré les différentes stratégies et mesures entreprises à cet effet. Ces plans mettaient l'accent sur des priorités quasi constantes au profit des secteurs de l'agriculture, de l'industrie de base, du tourisme ainsi des ressources humaines.

Ainsi, le premier plan de 1960-1964 projetait le développement de l'agriculture et la mise en place d'une industrie de base grâce à l'intervention de l'Etat en vue de consolider l'indépendance économique du pays et de valoriser ses

ressources nationales. Toutefois, cette politique n'a pu être concrétisée en totalité et certains projets ont été annulés ou reportés en raison notamment des contraintes financières. C'est pourquoi le plan triennal (1965 –1967) a, par la suite, mis l'accent davantage sur le secteur privé pour développer les investissements et opté pour le libéralisme économique.

Tableau 1 : Taux de croissance des agrégats macroéconomiques

	1960-1971	1972-1982	1983-1993	1994-2004	1960-2004
Croissance économique	5,0	4,9	3,1	3,7	4,2
Agricole	7,9	1,4	3,3	10,7	5,8
Non agricole	4,8	6,2	3,4	3,4	4,5
Inflation	2,5	9,5	6,3	2,7	5,2
Croissance de la population totale	2,7	2,3	2,1	1,6	2,2
Taux d'investissement	12,4	22,9	22,4	22,4	22,3

Source : WDI (2004). Banque Mondiale.

Au cours de cette période, l'activité économique nationale a été marquée par une progression du PIB de 5%, sensiblement supérieure à la moyenne, de 4,2%, de toute la période étudiée (1960-2004). La prise en compte de la variation annuelle de la population globale de 2,7% durant la période 1961-1971 indique que l'accroissement du PIB réel par habitant a été de l'ordre de 2,3%, soit 0,3 points en plus que la moyenne observée entre 1961 et 2004.

Durant cette période, le taux de croissance du PIB a été deux fois négatif, enregistrant la plus forte baisse (2,4%) en 1961, année qui a été suivie par la plus forte croissance de 12,5% en 1962. Ces performances et contre performances ont été fortement conditionnées durant cette période par les résultats des compagnes agricoles. Le secteur agricole a connu au cours de cette période une croissance économique moyenne de 7,9%, alors que les secteurs non agricoles ont enregistré une croissance moyenne de l'ordre de 4,8%.

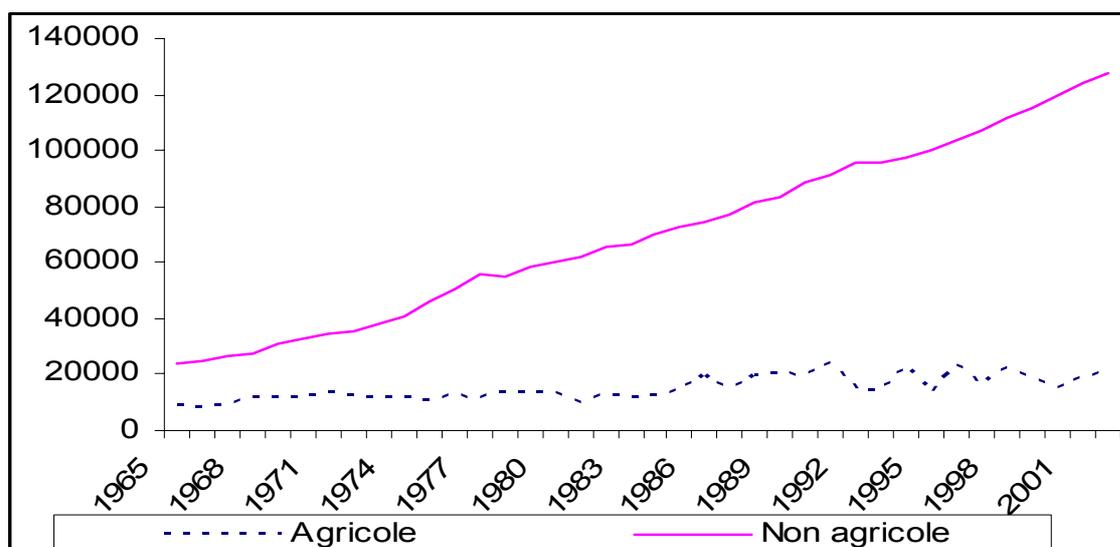
Tableau 2 : Structure du PIB (en volume)

	1965-1971	1972-1982	1983-1993	1994-2002
Agriculture	26,5	19,4	17,2	14,7
Secondaire	30,7	32,0	29,1	29,9
Services	42,8	48,6	53,6	55,4

Source : WDI (2004) Banque Mondiale.

Figure 2 : Evolution de PIB agricole et non agricole

(en millions de DH constant 1980)



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004)

L'analyse du PIB, réparti selon les différents emplois en biens et services, fait ressortir que la consommation finale intérieure constitue l'agrégat le plus important de la demande finale globale. Elle a représenté plus des trois quarts du PIB durant la période 1960 à 1971, avec une contribution à la croissance économique de 4,6 points.

Tableau 3 : Contributions des composantes de la demande à la croissance économique

	1961-1971	1972-1982	1983-1993	1994-2004	1961-2004
Consommation finale	4,6	5,0	2,6	3,0	3,8
Dont : Consommation publique	0,7	1,8	0,5	0,6	0,9
FBCF	2,8	2,0	0,3	1,3	1,6
Exportations nettes	-0,8	-2,7	0,6	-0,7	-0,9

Source : WDI (2004), Banque Mondiale.

Le taux d'investissement, mesuré par le montant de la FBCF rapporté au PIB, oscillait entre 10% et 15% pour toute la période 1960-1971, avec une contribution à la croissance économique de 2,8 points. Les efforts d'investissement durant cette période sont marqués par l'implantation d'une industrie de base et l'intervention de l'Etat dans le domaine industriel afin de valoriser les ressources nationales.

Sur le plan des échanges extérieurs, l'analyse des résultats réalisés entre 1960 et 1971 par l'économie nationale montre que la contribution des exportations nettes à la croissance était de l'ordre de -0,8 points. De tels résultats peuvent trouver leur explication dans l'échec de la politique de substitution aux importations, la part des exportations de biens et services dans le PIB est restée quasi stable à un niveau de 23% du PIB durant cette période.

Croissance économique entre 1972 et 1982

Cette période a été caractérisée par un fort interventionnisme de l'Etat visant deux objectifs principaux, l'import substitution et la promotion des exportations.

Le premier axe d'intervention a été marqué par des investissements publics directs (sucreries, SOMACA, CIH, BNDE, ONI, etc.) associés à un système de protection de l'industrie marocaine naissante. Cette protection s'est basée sur une stricte réglementation des importations et un contrôle rigide de la tarification douanière. Trois listes (A, B et C) de biens et de matériaux à importer ont été imposées en vue de limiter les importations surtout des biens qui pourraient concurrencer les produits nationaux.

Le second axe a été couplé à la promotion des exportations. Encouragé par la hausse des prix des phosphates en 1974, l'Etat est intervenu en tant que promoteur et entrepreneur notamment, pour la réalisation d'importants projets dans divers secteurs (cimentier, industrie chimique, etc.). En parallèle, l'Etat a tenté de mobiliser l'initiative privée notamment par la promulgation de la loi sur la marocanisation (1973). Le code d'investissements, quant à lui, prévoyait notamment la modulation du niveau des avantages selon la localisation géographique et la taille du projet.

Par rapport à la période précédente, la croissance économique, enregistrée entre 1972 et 1982, a été légèrement inférieure avec un taux de croissance annuel moyen de 4,9%. La prise en compte de la variation annuelle de la population globale de 2,3% durant cette période indique que l'accroissement du PIB réel par habitant a été de l'ordre de 2,6%, soit 0,4 points de plus que la moyenne observée entre 1960 et 2004.

Au niveau sectoriel, la valeur ajoutée agricole a enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 1,4%, soit une nette diminution par rapport à la période 1961-1971. Sa part dans le PIB n'a cessé de régresser,

puisqu'elle représentait plus que 26,5% dans les années 60, alors que sur la période 1972-1982 cette part était de l'ordre de 19,4% en moyenne annuelle.

De son côté le PIB non agricole a affiché un taux annuel moyen de 6,2%. Ces performances sont dues aux programmes d'investissement publics lancés par l'Etat durant cette période. Le secteur des services avait nettement contribué à cette performance puisque sa part dans le PIB s'est située à 48,6%, et ce malgré la dépendance des performances des activités du commerce, des transports de marchandises et de certains autres secteurs des conditions qui prévalaient dans le reste de l'économie notamment en agriculture et en industrie.

L'analyse de la demande finale fait ressortir que la consommation finale continuait à constituer l'agrégat le plus important de la demande finale globale en contribuant à la croissance par 5 points (gagnant 0,4 points par rapport à la période précédente). Elle a représenté de ce fait des niveaux qui dépassaient les 90%.

Pour cette deuxième période, le développement des investissements publics, suite aux retombées de l'augmentation des prix des phosphates et aux conditions favorables du financement extérieur, a entraîné, à partir de 1975, des augmentations importantes du taux d'investissement et ce malgré le premier choc pétrolier de 1973-1974. Ce taux a, en effet, grimpé de 12,4% à 22,9% du PIB. Toutefois, cette hausse considérable du taux d'investissement, comparativement à la période précédente, semble ne pas avoir eu d'effet notable sur le niveau de la croissance économique avec une contribution de 2 points seulement au lieu de 2.8 points durant la période 1960-1971. Ainsi, malgré le doublement du taux d'investissement entre les deux périodes, il n'y a pas eu de gain notable en terme de croissance. Ceci montre que, globalement, les investissements réalisés entre 1972 et 1982 étaient beaucoup moins efficaces que ceux réalisés durant la période antérieure.

Le Maroc a opté pour des stratégies visant la promotion des exportations (le plan quinquennal 1973-1977). Il souhaitait par là relancer la croissance économique par une contribution plus importante de la demande extérieure. Or, l'analyse des résultats réalisés par l'économie nationale montre que cet objectif n'a pas été atteint. La part des exportations de biens et services dans le PIB est restée pratiquement au même niveau que celui des années 60 soit 23,6%. Ceci s'est traduit par une contribution négative des exportations nettes à la croissance de l'ordre de -2,7 points du fait de l'augmentation importante des importations des biens d'équipement.

Croissance économique entre 1983 et 1993

Au début des années 1980 les principaux indicateurs économiques ont témoigné d'une grave détérioration de la situation économique du pays. La dette extérieure a progressé de plus de six fois entre 1975 et 1982 pour atteindre plus de 83% du PIB. Le déficit budgétaire et le déficit courant de la balance des paiements ont atteint des niveaux records en 1982 se situant respectivement à 12% et à 12,3%. L'économie marocaine a subi le contre-côté de nombreux facteurs: deuxième choc pétrolier, baisse des prix du phosphate, hausse du dollar et des taux d'intérêt, sans oublier la sécheresse sévère qui a marqué l'année 1981.

Pour faire face à cette situation le gouvernement a mis en place un programme d'ajustement structurel (PAS). C'est ainsi qu'un ensemble de mesures de stabilisation et d'ajustement ont été élaborées par le gouvernement et appuyées par une série d'accords de confirmation avec le FMI et de prêts d'ajustement sectoriel de la Banque Mondiale. Ces mesures visaient la réduction de la demande intérieure, l'ouverture et la libéralisation économique. Dans ce cadre, diverses réformes structurelles ont été lancées depuis 1983. Elles ont touché l'ensemble des aspects de l'économie, notamment le commerce extérieur, les dépenses budgétaires, la fiscalité, les investissements étrangers, la privatisation, etc.

Au cours de la troisième période 1983-1993, le taux annuel moyen de croissance économique s'est limité à 3,1%, soit un niveau inférieur de 1,8 points par rapport à celui de la période précédente. La prise en compte de la variation annuelle de la population globale de 2,1% durant la période 1983-1993 indique que l'accroissement du PIB réel par habitant n'a été que de l'ordre de 1%, soit une perte de 1,6 points par rapport à la période précédente.

Au niveau sectoriel, la valeur ajoutée agricole a augmenté en moyenne annuelle de 3,3%. Cependant, le secteur agricole a continué à alterner des hauts et des bas, avec les années 1987 et 1992 comme les plus mauvaises années agricoles et 1986 et 1988 comme les plus bonnes. Ainsi, la dépendance de la croissance économique globale de l'économie marocaine des performances vis-à-vis du secteur agricole est devenue structurelle.

Le PIB non agricole, quant à lui, a été caractérisé par une variation faible de ses taux annuels de croissance qui se sont situés dans la majorité des cas entre 3,2% et 3,6%. Ceci a été le résultat contrasté d'une part du secteur

manufacturier qui commençait à connaître des problèmes de compétitivité. De l'autre part les services ont accusé un taux de croissance relativement stable grâce à la bonne tenue des secteurs de commerce et de transport et communication qui ont donné un coup de relance à la croissance du secteur dans sa globalité.

Au terme de la période allant de 1983 à 1993, la contribution de la consommation finale à la croissance économique n'a été que de 2,6 points perdant ainsi 2,4 points par rapport à la période précédente. Ce recul est dû en partie aux politiques restrictives adoptées dans le cadre du programme d'ajustement structurel et aux résultats médiocres des compagnes agricoles en 1992 et en 1993.

Le taux d'investissement, quant à lui, a marqué une légère diminution par rapport à la période précédente pour se situer à 22,4% du fait de la baisse de la contribution des administrations publiques dans la FBCF nationale. Ceci a conduit à un recul de la contribution à la croissance économique de 2 points à 0,3 points.

La contribution du volume des exportations nettes de biens et services à la croissance économique était de 0,6 points grâce à une amélioration de la compétitivité qui a entraîné la réalisation des taux de croissance plus forts des exportations.

Croissance économique entre 1994 et 2004

La période du PAS a vu mettre en œuvre un ensemble de réformes structurelles visant la stabilisation et la relance de l'économie. Cependant, les résultats en terme de croissance ont été en deçà des attentes. Ceci a amené les autorités publiques à entamer une deuxième génération de réformes, au cours de la période 1994-2004, en coopération avec les institutions internationales dans le but de renforcer le tissu productif. Les grands axes de ces réformes sont :

- La libéralisation du commerce extérieur, en particulier par la signature d'accords de libre échange avec l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique ;
- La réforme de la douane, du secteur financier ainsi que l'accélération du processus de privatisation ;
- L'adoption du code du travail ;
- L'assainissement et l'amélioration de l'environnement des affaires.

Toutefois, les taux de croissance encore faibles réalisés durant cette période sont des indicateurs de la limite des efforts qui ont été déployés jusqu'à présent. En effet, la période allant de 1994 à 2004 a été marquée par un taux annuel moyen de croissance économique de 3,7%. Le PIB réel par habitant s'est aussi accru faiblement de 1% en moyenne par an, soit 1,2 points de moins que la moyenne observée entre 1960 et 2004.

Malgré une croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée agricole qui était de l'ordre de 10,7%, la production agricole a été très volatile durant la période 1994-2004, reflétant ainsi les conditions climatiques très variables d'une année à l'autre, ayant caractérisé cette période. Cette volatilité a été à l'origine d'une variation annuelle du PIB réel encore plus forte que durant la période précédente.

Le PIB non agricole, quant à lui, a été caractérisé par une variation faible de ses taux annuels. Le taux annuel moyen réalisé au cours de la période était de l'ordre de 3,4%. Cette évolution s'explique par une amélioration du secteur des services suite à l'importante extension du secteur de transports et communications sur toute la période, en contribuant de 16,9% dans la valeur ajoutée du tertiaire. Le secteur du commerce compte à lui a réalisé une évolution positive de 4,7% en moyenne annuelle. Il est à souligner qu'à partir de 1998, le secteur des télécommunications a connu un essor remarquable avec le processus de privatisation. En plus, le tourisme qui représente à peu près 5,5% du tertiaire et dont les recettes constituent une source principale de devises pour le pays, a connu amélioration significative.

Pour ce qui est des emplois du PIB, la consommation finale a connu une certaine amélioration et sa contribution à la croissance économique est passée à 3 points. Ceci s'explique par la maîtrise de l'inflation aux alentours de 2,7% et la concrétisation des acquis du dialogue social (augmentations des salaires).

Le taux d'investissement est resté au même niveau que celui de la période précédente à savoir 22,4% du PIB. Cette stagnation du rythme d'investissement serait due particulièrement au retard pris par les réformes en matière des droits des affaires, des procédures administratives et du secteur financier, de la disponibilité de l'infrastructure et du développement du capital humain. Cependant, sa contribution à la croissance a gagné 1 point pour se situer à 1,3 points.

La contribution des exportations nettes à la croissance pendant cette période est redevenue négative avec 0,7 points. De tels résultats peuvent trouver leur explication dans la perte des parts des marchés suite à la concurrence acharnée des pays concurrents et ce, malgré des stratégies visant la promotion des exportations.

En conclusion, l'analyse du profil de la croissance de l'économie marocaine au cours de la période 1960-2004 fait ressortir es faits saillants suivants :

- Une croissance économique insuffisante avec un taux annuel moyen de 4,2% ;
- L'analyse sectorielle de cette croissance fait ressortir l'irrégularité du secteur agricole qui a été caractérisé, par des fluctuations importantes, notamment à partir de la décennie 80. Quant au secteur non agricole, beaucoup moins erratique, il s'est inscrit dans une tendance haussière régulière comme le montre graphique 3 ;
- Un taux d'investissement toujours en deçà des niveaux désirés et nécessaires pour une véritable relance de l'économie marocaine ;
- La croissance a été tirée par la demande intérieure (consommation plus investissement) malgré les politiques de promotion des exportations ;
- Le secteur des services a commencé à avoir de l'ampleur à partir des années 90.

2. Méthodologies d'analyse des sources de croissance

2.1. Théories de la croissance économique

La croissance économique, par son importance en terme de création de richesses, de prospérité et d'amélioration des niveaux de vie a été et continue d'être l'une des préoccupations majeures de la science économique. Le nombre impressionnant d'études, d'articles et de livres publiés sur le sujet témoigne de cette importance. Les principales questions abordées par cette riche littérature sont liées à la vitesse de croissance : Qu'est ce qui explique que certaines nations connaissent des taux de croissance plus rapide que d'autres, autrement quels sont les déterminants de la croissance économique. Plusieurs modèles de croissance ont été proposés dans ce sens.

La théorie moderne de la croissance économique trouve ses origines dans les contributions de Solow et Swan dans les années 50. Les premiers modèles de croissance néoclassiques considéraient deux facteurs de production, le capital et le travail et mettaient l'accent sur l'accumulation du capital comme facteur de croissance. Le modèle de Solow proposé en 1956 constitue le point de départ et la pierre angulaire de beaucoup d'analyses et de modèles proposés par la suite.

Le modèle de Solow se base sur l'hypothèse de marchés compétitifs et donc les facteurs de production sont rémunérés au taux marginal de leur contribution à la production. Il considère un taux d'épargne et un taux de croissance de la population fixes et entièrement exogènes. Le capital et le travail sont les seuls facteurs de production. La productivité du travail est augmentée grâce à un facteur multiplicateur représentant l'efficacité du travail ou le progrès technologique qui croît à un taux fixe exogène. Dans ce modèle les rendements d'échelle sont constants et les rendements des facteurs sont décroissants par rapport à chaque facteur de production. Les principales conclusions de ce modèle peuvent être résumées comme suit :

- A long terme, la production par tête croît à un taux exogène qui est le taux du progrès technique, ce qui fait que ce modèle, dont l'objectif est d'expliquer la croissance économique, la laisse en réalité complètement inexpliquée. En fait la conséquence de ceci est qu'en l'absence d'amélioration technologique, le PIB par tête doit rester constant. Les données montrent que ce n'est pas le cas ;

- Vu les rendements décroissant du facteur capital, la production par tête dans les pays les moins avancés tend à croître plus rapidement que dans les pays développés (phénomène de convergence).

Un défaut majeur du modèle de Solow donc est que le taux de croissance de long terme dépend de deux facteurs (taux de croissance de la population et niveau du progrès technologique) qui ne sont pas déterminés par le modèle lui-même, ils sont exogènes au modèle. Pour la croissance de la production par tête, seul le progrès technologique importe, et puisque cette variable est exogène dans le modèle, le taux de croissance de la production par tête lui-même est exogène. Donc ce n'est pas une théorie de croissance endogène dans laquelle le taux de croissance du PIB par tête est déterminé par le modèle.

En réaction aux défauts de la théorie néoclassique de la croissance et de son incapacité à expliquer une partie des faits observés, le milieu des années 80 a vu émerger un groupe de modèles expliquant la croissance à long terme de façon endogène par la relaxation des hypothèses de rendements décroissants du capital et en rendant le progrès technique endogène au modèle. Ces théories sont qualifiées de théories de croissance endogènes par ce qu'elles cherchent à expliquer la croissance par des variables déterminées de façon endogène dans le modèle.

Les principaux apports de ces théories consistent d'une part dans l'introduction de l'éducation et le remplacement de la vision restreinte du capital comme étant le stock physique par une notion plus large incluant le savoir et le stock de connaissances accumulées dans la nation, on parle alors de capital humain et par conséquent le rôle de l'éducation est mis en exergue. Il consiste d'autre part, dans l'introduction de la possibilité d'externalités. Ces externalités qui proviennent de la diffusion du savoir et des bénéfices externes du capital humain contribuent à faire obstacle aux rendements décroissants du capital physique accumulé. Le développement de la recherche et développement et le processus d'innovation, facteur central dans ces modèles dépend ou peut être influencé par les politiques publiques (incitations fiscales, protection des droits de propriété intellectuelle fourniture d'infrastructure de services, etc.) La conséquence de ceci est que le taux de croissance à long terme peut être influencé par les interventions publiques. L'Etat a donc un rôle important à jouer dans la détermination du taux de croissance économique à long terme.

Les implications et les tests empiriques de ces théories de croissance a constitué un facteur important pour l'intérêt qui leur est accordé. Les premiers modèles néoclassiques de croissance ont donné naissance du point de vue empirique à ce qui est communément connu sous le nom de comptabilité de la croissance, une approche qui consiste tout simplement à évaluer la part de la croissance qui revient à chacun des facteurs de production.

Les nouvelles théories de croissance ont donné naissance à un gisement considérable de recherches empiriques visant le test et l'identification des facteurs endogènes importants à la croissance économique. La disponibilité de bases de données riches couvrant différents pays du monde a contribué au développement de cette littérature empirique dont l'outil économétrique principal est la régression en données transversales ou en panel.

Dans les deux sous sections qui suivent, nous présentons ces deux approches empiriques dont l'objectif final consiste à identifier les sources de la croissance économique et l'explication des différences temporelles et inter-pays du taux de croissance économique.

2.2. Comptabilité de la croissance

La comptabilité de la croissance est une technique qui consiste à décomposer la croissance de l'output selon les contributions de chaque facteur de production, à savoir le capital, le travail et d'attribuer la partie non expliquée par ces deux facteurs au progrès technologique ou à ce qui est communément appelé la productivité totale des facteurs (PGF). Cette productivité des facteurs est supposée capter l'impact des aspects non tangibles du progrès qui permet au travail et au capital d'accroître leurs productivités. Elle a comme soubassement théorique le modèle de Solow.

La comptabilité de la croissance n'est pas une théorie en elle-même et ne permet pas de dire quels sont les facteurs ou instruments de politique économique ou sociale ayant eu le plus d'influence sur la croissance et n'a par conséquent pas d'implications directes en matière de politique économique.

Généralement cet exercice peut être vu comme une étape préliminaire pour l'analyse des déterminants fondamentaux de la croissance économique. Il suppose évidemment que les facteurs de production sont indépendants des facteurs derrière le changement technologique.

La mécanique de cet exercice a pour point de départ une fonction de production néoclassique donnée comme suit :

$$Y = F(A, K, L) \quad (1)$$

où Y est le niveau de production, K est le stock de capital, L est la quantité de travail et A désigne le niveau du progrès technologique. La décomposition de la croissance de la production dépend évidemment de la spécification de cette fonction. En différenciant cette équation et en divisant par Y , on obtient

$$Y/Y = F_A \cdot A/Y (A/A) + F_K \cdot K/Y (K/K) + F_L \cdot L/Y (L/L) \quad (2)$$

Les caractères en italique représentent la différenciation par rapport au temps ($Y = dY/dt$), F_K , F_L et F_A sont les produits marginaux par rapport aux facteurs.

L'équation ci-dessus représente donc une décomposition du taux de croissance (Y/Y) selon la contribution du facteur capital ($F_K \cdot K/Y (K/K)$), la contribution du facteur travail ($F_L \cdot L/Y (L/L)$) et une composante due au progrès technique ($F_A \cdot A/Y (A/A)$).

Dans les applications empiriques de cette approche, on adopte généralement une fonction de production de type Cobb-Douglas de la forme :

$$Y = A K^\alpha L^{1-\alpha} \quad (3)$$

α représente la part de la rémunération du capital dans le revenu total ($\alpha = F_K \cdot K/Y$). Elle dépend donc de la productivité du capital (F_K) et du ratio du capital au produit intérieur brut. Dans ce cas, la décomposition précédente s'écrit :

$$Y/Y = A/A + \alpha \cdot K/K + (1-\alpha) \cdot L/L \quad (4)$$

Si on désigne par k et y l'output par travailleur et le capital par travailleur respectivement, cette équation s'écrit :

$$A/A = y/y - \alpha \cdot k/k \quad (5)$$

Si les marchés du travail et du capital sont concurrentiels, les facteurs de production sont rémunérés à leurs productivités marginales, α et $(1-\alpha)$ représentent dans ce cas les parts du capital ($F_K \cdot K/Y$) et du travail ($F_L \cdot L/Y$) dans le revenu.

L/L Peut être mesuré comme la croissance du niveau d'emploi ou dans le cas où les statistiques de l'emploi ne seraient pas disponibles ou incomplètes, on considère la population active voir même la population totale.

K/K peut être mesuré comme la croissance du capital. La variation temporelle du stock de capital K peut être assimilée à la FBCF et K le stock du capital peut être estimé en utilisant la méthode de l'inventaire perpétuel.

La méthode de l'inventaire perpétuel consiste à reconstituer la série du stock de capital K_t en partant d'un niveau initial et en procédant par une accumulation donnée par :

$$K_t = K_{t-1} + I_t - \delta K_{t-1} \quad (6)$$

où I_t est l'investissement brut de la période t et δ représente le taux de dépréciation du capital. Dans les études empiriques, ce taux est pris généralement entre 4 et 5%. Pour le stock initial du capital, on remonte à une année suffisamment loin dans le passé et on estime le stock de cette année approximativement au tiers du PIB de la même année.

Pour estimer la productivité globale des facteurs, deux méthodes peuvent être utilisées :

- La première approche basée sur les comptes nationaux : Pratiquement, $\alpha = F_K * K/Y$ peut être mesuré à partir des comptes nationaux comme la part du revenu national qui va à la rémunération du capital. Pour les pays développés, cette proportion est estimée à partir des comptes nationaux à près de 33%. La PGF est obtenue comme différence entre la croissance globale et celles des facteurs :

$$A/A = Y/Y - L/L - \alpha * (K/K -) L/L \quad (7)$$

- La deuxième approche consiste à faire une régression économétrique du taux de croissance du PIB par travailleur ou par tête sur le capital par tête ou par travailleur. La productivité des facteurs est obtenue comme le résidu ou la différence entre la valeur effective et la valeur ajustée de la variable dépendante.

L'estimation économétrique possède l'avantage par rapport à la méthode utilisant les comptes nationaux de ne pas exiger l'hypothèse des rendements

d'échelles constants, ni d'égalité entre les prix des facteurs et leurs productivités marginales (voir équation (2)).

D'un autre coté cette méthode risque de donner des estimations biaisées si la variable explicative (capital par tête) est endogène, c'est à dire qu'elle est déterminée en partie par la variable dépendante (PIB par tête.) Des problèmes de non-stationnarité des variables risquent également de se poser.

Quelle que soit la méthode utilisée, la théorie sous-jacente à la comptabilité de la croissance suppose que pour relancer et accélérer la croissance, il faudrait assurer une amélioration continue du progrès technologique. Malheureusement cette approche reste muette sur les déterminants de cette productivité globale des facteurs. Une extension naturelle de cette méthode consiste donc à régresser le taux de croissance de la productivité totale des facteurs sur un certain nombre de variables potentiellement pertinentes (voir section suivante). Cette littérature est justifiée par le fait que si les croissances des facteurs travail et capital sont relativement cernées⁵, les sources ou les déterminants de la PGF restent à déterminer.

2.3 L'approche empirique

Cette approche émane de deux types de modèles décrits ci-dessus, Il s'agit d'une part des modèles généralisant le modèle de Solow en l'enrichissant par d'autres facteurs tels que le capital humain ou le taux d'investissement. Il s'agit d'autre part, des modèles de croissance endogènes. Cette approche s'est développée assez récemment, notamment grâce à la disponibilité de bases de données riches incluant les pays en voie de développement et couvrant plusieurs variables économiques, sociales et institutionnelles. La disponibilité de ces bases est rendue possible grâce à l'amélioration des systèmes statistiques dans les pays en voie de développement et à l'ouverture de ces derniers sur les organisations internationales telles la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International.

Le principe de la méthode repose sur l'idée que pour comprendre les différences de croissance observées entre pays à un moment donné ou sur une période de temps, il faudrait regarder plusieurs pays à taux de croissance assez variés et identifier les facteurs qui expliquent cette variabilité. La focalisation sur un seul pays ne permet pas de comprendre la croissance, d'une part, parce que la croissance est un phénomène de long terme alors

⁵ Le stock de capital physique dépend principalement du taux d'investissement. La force de travail dépend principalement des conditions démographiques et du développement du système d'éducation et de formation.

que pour plusieurs pays en voie de développement, les systèmes statistiques ne sont réellement opérationnels et fiables que récemment. D'autre part en focalisant sur un seul pays, on risque de laisser de côté ou ne pas capter des facteurs qui ont contribué au succès économique d'autres nations et qui ont été négligés par le pays en question.

L'équation de base de cette approche est une équation de régression de la forme :

$$\ln(y_t) - \ln(y_{t-1}) = f(y_{t-1}, x'_t)$$

où le vecteur x_t regroupe un ensemble de variables explicatives (déterminants ou sources) de la croissance du PIB par tête, $\ln(y_t) - \ln(y_{t-1})$ est le taux de croissance du PIB réel par tête. L'indice t pour les variables x ne signifie pas nécessairement une année donnée, ça peut être une moyenne sur la période d'analyse considérée. Des variables mesurant l'interaction entre les différents facteurs peuvent être ajoutées pour mesurer l'effet de la présence de l'un sur l'effet de l'autre sur la croissance.

A travers un survol de la littérature empirique sur les déterminants de la croissance, il est facile de constater que les principaux facteurs qui ont été identifiés ne sont pas différents d'une étude à l'autre, même si ce n'est pas toujours le même ensemble de déterminants, il y a un noyau ou un sous-ensemble qui revient assez souvent et sur lesquels il y a une quasi-unanimité quant à leurs importances pour la croissance. Les principaux sont :

Les conditions initiales de l'Economie : généralement représentées par le PIB par tête au début de la période d'analyse considérée. La théorie de Solow prévoit un effet de rattrapage ou de convergence, c'est à dire que généralement la croissance du PIB par tête est plus rapide quand le niveau du début est faible permettant ainsi aux pays les moins avancés de rattraper les plus avancés. Empiriquement cependant, ce qui a été constaté c'est une convergence conditionnelle, la relation entre le taux de croissance et la position de départ est négative lorsque les autres variables qui différencient les pays sont contrôlées ou sont maintenues constantes.

Le capital humain : mesuré par des variables liées à l'éducation, à la santé, telles que le pourcentage de scolarisation au primaire ou l'espérance de vie à la naissance. Ces variables sont considérées comme importantes parce qu'une population en bonne santé est une population qui peut déployer des efforts et travailler pour le développement économique, et deuxièmement

l'amélioration des variables liées à l'éducation et à la connaissance permet d'augmenter la capacité de création, d'absorption des nouvelles technologies et leur utilisation.

Politiques structurelles et qualité et développement des institutions : Ces déterminants émanent du fait que la théorie endogène de la croissance postule que la croissance économique peut être affectée par les politiques structurelles de l'Etat et la qualité des institutions. Malgré un possible désaccord sur les politiques les plus pertinentes, il est communément admis que l'Etat a un rôle fondamental à jouer. Dans cette catégorie de déterminants sont inclus des variables ou des catégories de variables telles que :

- La profondeur financière : Souvent mesurée par le ratio des concours à l'économie sur le PIB ;
- L'ouverture commerciale dont l'une des mesures est le ratio des importations et des exportations au PIB ;
- La taille de l'Etat mesurée par les dépenses du gouvernement rapportées au PIB ;
- Les services publics et l'infrastructure.

Il y a également la gouvernance mesurée par des indicateurs comme la prévalence de la loi et de l'ordre, la qualité de la bureaucratie, la diffusion de la corruption et la responsabilité des pouvoirs publics.

Politiques de stabilisation : inclut des variables telles que la stabilisation des prix mesurée par le taux d'inflation, le déficit budgétaire, la balance des paiements, les distorsions du taux de change et l'endettement extérieur.

L'innovation et les nouvelles technologies de l'information:

L'évolution technologique et l'innovation sont devenues des déterminants essentiels de la performance économique. Certaines des caractéristiques récentes de cette transformation sont l'impact croissant des technologies de l'information et de la communication sur l'économie et la société. Parmi les mesures quantitatives les plus utilisées dans les travaux empiriques pour renseigner sur l'impact des TIC sur la croissance économique, on trouve généralement des variables comme le nombre de lignes téléphoniques, le nombre d'ordinateurs par personne et les dépenses en TIC et la recherche et développement en pourcentage du PIB.

Vu l'importance de ces facteurs, nous consacrons, avant d'évaluer leurs effets, une large place dans ce rapport, à leur description, leur mesure, et à l'analyse de la performance du Maroc en terme des niveaux atteints pour ces différents facteurs. Ces facteurs sont unanimement identifiés comme les sources de la croissance économique, et ce malgré des différences, somme toutes mineures, dans les estimations des impacts de chacun d'eux.

Pour ce qui est des données, le Maroc à l'instar de la majeure partie des autres pays en voie de développement est inclus dans plusieurs bases de données internationales. Parmi les plus importantes de ces bases nous citerons notamment

- **World Development Indicators (WDI)** de la banque Mondiale : C'est une base contenant des séries temporelles sur plus de 680 indicateurs de développements pour plus de 208 pays et 18 groupes de pays sur la période s'étalant de 1960 à présent. La base est tenue et actualisée annuellement par la banque mondiale.
- **La Penn World Table** : Fournit des séries de données sur les comptes nationaux et les parités de pouvoir d'achat converties aux prix internationaux pour plus de 168 pays sur la période s'étalant de 1950 à présent.
- **International Country Risk Guide (ICRG)**: C'est une base destinée principalement aux investisseurs internationaux, elle est maintenue par Political Risk Services. La base contient plus de 75 séries de données sur plus de 140 pays couvrant la période de 1984 à présent et concernent l'économie et les échanges extérieurs, appréciation et risque économique et politique et des indicateurs sociaux.
- **La base de données sur la gouvernance** : Elle est élaborée par la Banque Mondiale, elle contient un certains nombre d'indicateurs (six) mesurant différents aspects de la qualité de la gouvernance. Elle couvre 209 pays et contient une série de données couvrant la période 1996-2004.

3. Les déterminants de la croissance

Dans ce chapitre nous nous basons sur une revue des analyses et recherches empiriques sur la croissance économique pour faire une synthèse quasi exhaustive des déterminants de la croissance économique ayant été mis en exergue. Malgré des différences en terme d'hierarchisation et d'impact sur la croissance, ces facteurs constituent le noyau dur des sources de croissance ayant été identifiées et sur lesquelles se dégage un consensus parmi les économistes.

Nous décrivons chacun de ces facteurs, nous discutons son lien avec la croissance et les canaux à travers lesquels il agit et également sa ou ses mesures empiriques. Ensuite, nous présentons la performance du Maroc en terme de ces indicateurs et comparons cette performance à un échantillon de pays dont l'expérience de croissance est enrichissante pour le Maroc. L'objectif étant d'identifier les facteurs où le Maroc a des insuffisances et ceux où il performe bien.

Nous retenons, pour les comparaisons, un échantillon de pays composé, en plus du Maroc, de la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, la Malaisie, le Portugal et la Turquie, la Corée du sud et le Botswana.

3.1 Capital physique

L'investissement ou l'accumulation du capital physique est l'un des principaux facteurs déterminants le niveau de production réel par habitant. L'investissement privé par une firme bénéficie aux autres firmes par effet d'imitation et d'apprentissage (effet d'externalités). Ainsi, l'effet de l'investissement est double sur l'économie : accroît directement la productivité de la firme et indirectement celle de toutes les autres firmes. De son côté, l'investissement public constitué par l'ensemble des infrastructures publiques (transports, télécommunication, éducation, sécurité, etc.) engendre aussi des externalités sur le développement du secteur privé.

Les différences notables qui existent entre le taux d'investissement dans différents pays et au fil du temps en font l'une des sources possibles des écarts de croissance économique (Voir tableau1 ci-dessous).

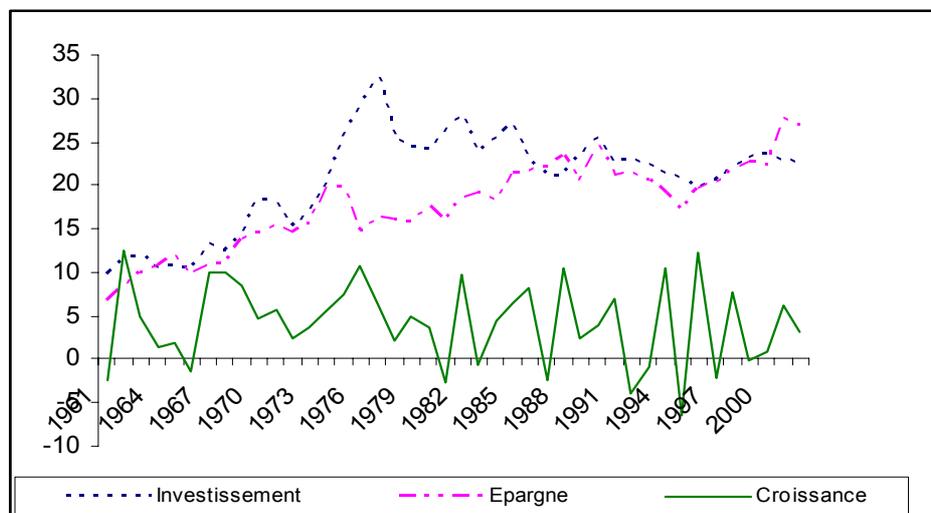
Tableau 1 : Taux de croissance, taux d'investissement et l'ICOR⁶
(durant les 20 dernières années)

Pays	Taux de croissance du PIB	Taux d'investissement	Taux d'épargne nationale	ICOR
Botswana	7	26	41	4
Coré de Sud	7	34	36	5
Egypte	4	19	21	4
Malaisie	7	30	33	4
Maroc	3	21	22	7
Tunisie	4	27	23	6

Source : WDI, banque mondiale, calcul des auteurs.

Au Maroc, les phases de croissance accélérée ont été celles qui ont bénéficié de taux d'investissement élevés (voir graphique ci-dessus). L'Etat a joué dans ce processus un rôle moteur durant les années 70 en engageant des programmes d'investissement importants visant la valorisation des ressources agricoles et minières.

Figure 1 : Evolution des taux d'investissement, d'épargne nationale et de croissance.



Source : WDI, banque mondiale, calcul des auteurs.

A partir de 1977 et compte tenu des réformes structurelles que le Maroc était forcé d'adopter vu l'état des déséquilibres macroéconomiques au début des années 80, l'Etat était obligé de réduire ses dépenses d'investissement tout en essayant de créer un climat propice pour la relance de l'investissement privé. Cependant, les taux d'investissement réalisés dans les dernières années sont

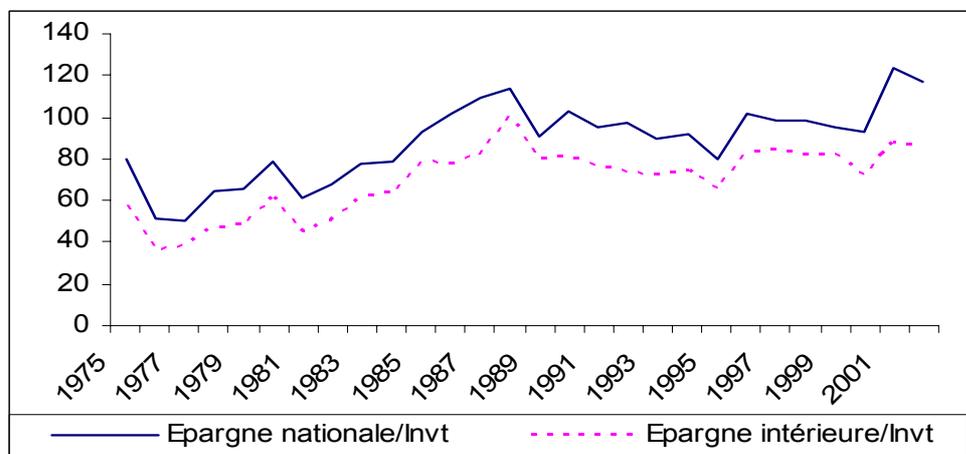
⁶ $ICOR_t = I_{t-1} / (Y_t - Y_{t-1})$, I c'est l'investissement et Y l'output. Plus l'ICOR est faible plus l'investissement est efficace.

encore à un niveau qui ne permet pas de réaliser une croissance forte et robuste aux chocs internes et externes.

On peut donc penser que les faibles taux d'investissement enregistrés sont imputables en partie à des facteurs qui découragent l'investissement ou le rendent moins productif (ICOR élevé). Le manque d'infrastructure, la médiocrité des services publics et les distorsions qui faussent les incitations à l'investissement ont limité la productivité du capital. De surcroît, l'ampleur des risques qui pèsent sur la rentabilité de l'investissement au Maroc.

De plus, l'investissement a été bridé par le manque de financements. Au Maroc, le taux d'épargne reste modeste par rapport à celui d'autres pays. Avec un taux d'épargne de 22%, le Maroc reste en deçà des taux affichés dans les autres pays en développement à succès économique (asiatique en particulier) où ils ont atteint plus de 30 % pendant la deuxième moitié des années 90.

Figure 2 : Epargne nationale et épargne intérieure par rapport à l'investissement



Source : WDI, banque mondiale, calcul des auteurs.

L'épargne nationale est constituée à 85% par l'épargne intérieure brute, alors que l'épargne d'origine externe telle qu'elle est appréciée par les revenus extérieurs nets y contribue à hauteur de 15%.

L'analyse du graphique ci-dessous montre que l'évolution de l'épargne nationale a connu une nette croissance durant les années 70 et 80 et une stagnation pendant les années 90 due à une stagnation des revenus des ménages et une augmentation, bien que modeste, de l'épargne publique. A

partir de 2001, l'augmentation de l'épargne peut être attribuée à un environnement macro-économique amélioré, des recettes en devises provenant des marocains résidents à l'étranger et du tourisme et de meilleures opportunités d'épargne financière.

Dans le prolongement de cette analyse, il convient de relever que selon la Banque Mondiale l'épargne financière est surtout constituée d'actifs liquides. La composition de l'épargne financière est restée relativement stable au cours de ces dernières années. En 1998, près de 65% des actifs financiers détenus par les agents non financiers étaient sous forme de dépôts à vue ou de dépôts à terme d'une durée inférieure à un an. Environ la moitié des dépôts bancaires sont des dépôts à vue, soit un niveau beaucoup plus important que celui observé dans d'autres pays comme la Jordanie (15 pour cent) et l'Egypte (11 pour cent)⁷. Evidemment ceci a des conséquences importantes sur les possibilités de mobilisation de cette épargne pour des investissements de moyen et de long terme.

3.2 Le capital Humain :

Le capital humain est un ingrédient important de la croissance à long terme, il est un facteur essentiel de production, par l'emploi d'une main-d'œuvre bien formée et en bonne santé. En effet, une population en bonne santé est une population qui peut déployer des efforts et travailler pour le développement économique, et deuxièmement, l'amélioration des variables liées à l'éducation et à la connaissance permet d'augmenter la capacité de création, d'absorption des nouvelles technologies et leur utilisation. Ceci est synonyme d'une augmentation de la productivité.

L'éducation et la formation du capital humain en général peut contrecarrer les rendements d'échelle décroissants des autres facteurs accumulables de production - tel que le capital physique – et pérenniser la croissance à long terme. En dehors de son rôle direct comme un facteur de production, le capital humain peut servir d'un complément aux autres facteurs et ressources tels que le capital physique et les ressources naturelles.

3.2.1 L'éducation

S'il y'a une variable qui est unanimement reconnue comme déterminant de la croissance économique l'éducation est la plus citée. En effet, le capital humain

⁷ Banque Mondiale : note stratégique du secteur financier marocain, septembre 2000.

ou la formation à un moment présent va aider à être plus productif à un moment futur. Ainsi, il y a un arbitrage entre le capital humain offert à la production d'aujourd'hui et le capital se formant pour une meilleure productivité dans l'avenir. La croissance de long terme est assujettie à la quantité de capital en formation pour un meilleur rendement dans le futur. Le niveau de la variable éducation est souvent mesuré par le taux brut de scolarisation au primaire ou au secondaire ou par les dépenses publiques consacrées à l'éducation.

Parmi les études empiriques consacrées à la relation éducation/croissance, l'une des plus importante est celle de Barro et Sala-i-Martin (1995) sur les déterminants de la croissance. Dans cette étude, les auteurs ont recueilli des données portant sur la période 1965-85 couvrant un large échantillon de pays, et démontré l'existence d'une relation positive entre le niveau d'éducation mesuré par le nombre moyen d'années d'études le taux moyen de croissance.

Tableau 2: Taux de scolarisation et durée moyenne de scolarisation.

pays	Taux de scolarisation brut dans le primaire	Taux de répétition dans le primaire	Taux d'analphabétisme adulte	Dépenses d'éducation en % du PIB
Botswana	81	3	21	2
Coré du Sud	99.8	0	0	4
Jordanie	91	0.5	9	5
Malaisie	95	0	11	8
Maroc	89.6	13.6	49	6
Tunisie	96.8	9.8	13	7

Source : WDI(2004), Banque mondiale.

En comparaison à d'autres pays, le Maroc est parmi les pays qui investissent le plus dans l'enseignement (6% du PIB en moyenne annuelle). Ces investissements ont permis d'améliorer le taux de scolarisation au primaire à 89.6% et le taux d'analphabétisme à 49% en 2002.

Cependant, les taux élevés de répétition et d'abandon sont des signes d'inefficacité du système d'éducation marocain. En effet, seuls 23.5% des élèves scolarisés au primaire atteignent la fin du Secondaire. Le rendement généré est donc très faible.

Cette faiblesse du rendement de l'enseignement s'explique en partie par :

- La distribution des ressources financières et humaines est déséquilibrée et tend à favoriser le secondaire et les plus aisées des zones urbaines.
- Les coûts des intrants sont élevés : les salaires drainent la plus grande part du budget de l'éducation. Les frais de personnel se taillent la part du lion dans le budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale, atteignant 90 % en 1998. Par conséquent, des ressources insuffisantes sont consacrées à l'achat de matériel pédagogique et didactique.

3.2.2 La santé :

La qualité et la quantité des services de santé dont bénéficie la population conduisent à de meilleures performances économiques de la société. En effet, une population en bonne santé représente une force de travail capable de produire plus et se caractérise généralement par une espérance de vie plus élevée et un taux de mortalité infantile réduit.

Dans toutes les études empiriques sur la croissance on retrouve l'espérance de vie comme variable influençant positivement la croissance parce qu'elle est la résultante de plusieurs variables liées aux conditions sociales et économiques, elle est le baromètre de la politique sociale et économique de l'Etat.

Tableau 3: Taux de mortalité infantile et espérance de vie à la naissance

Pays	Taux de mortalité infantile/1000	Espérance de vie à la naissance	Dépenses de santé /PIB
Botswana	74	40	6
Coré de Sud	5	74	5
Jordanie	25	72	9
Malaisie	8	73	4
Maroc	41	68	5
Tunisie	22	73	6

Source : WDI(2004). Banque Mondiale, calcul des auteurs

La tendance des principaux indicateurs de santé révèle qu'entre 1960 et 2002, le Maroc a enregistré d'importants progrès dans le développement de ses infrastructures sanitaires et a amélioré le niveau de santé de sa population. Le résultat est une nette amélioration des indicateurs de santé, par exemple, l'espérance de vie est actuellement de 70 ans contre 48 ans en 1967.

Néanmoins, le pays est toujours confronté à de sérieuses difficultés : le taux de mortalité infantile reste élevé (voir tableau 3), les problèmes de nutrition sont importants, les écarts entre milieu urbain et rural sont importants. L'accès aux soins de santé reste toujours difficile pour une large frange de la population marocaine.

Les dépenses publiques en matière de santé représentent 5% du budget de l'Etat, un chiffre qui reste plus ou moins proche des pays de notre échantillon. Cependant, ces dépenses publiques ne sont pas distribuées de manière efficace. En effet, un tiers des dépenses récurrentes du Ministère de la santé est consacré aux hôpitaux universitaires. Le système de prestation quant à lui est inefficace avec des taux d'occupation des hôpitaux de moins de 60%. La qualité des soins laisse à désirer puisque 56% des hôpitaux ont plus de 30 ans et 30% des salles d'opérations, équipement de laboratoire et équipement de radiologie ont plus de 15 ans d'âge. Les pénuries de médicaments sont sévères, en particulier en milieu rural.

3.3 Politiques de stabilisation

Les politiques de stabilisation constituent un déterminant de la croissance économique parce qu'elles n'affectent pas seulement les variations cycliques, mais également la croissance économique à long terme. En effet, l'action sur les variables liées à la stabilisation et aux crises économiques a un impact sur la performance économique à la fois à court et à long terme. Les politiques budgétaires, monétaire et financière qui contribuent à un environnement macroéconomique stable et réduisent l'incertitude sont ainsi importantes pour la croissance de long terme, en encourageant l'investissement.

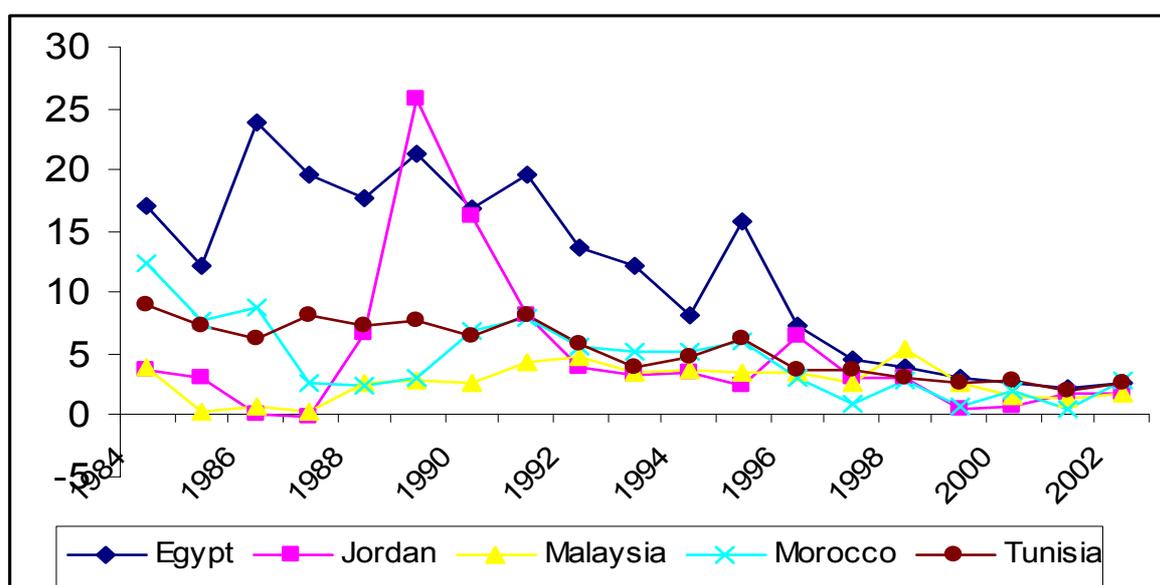
Une forte inflation, des déficits budgétaires importants, une surévaluation du taux de change réel et un taux d'endettement excessif sont souvent considérés comme des symptômes clefs de l'instabilité macroéconomique. Cette instabilité reflète, souvent des faiblesses dans la gestion macroéconomique. En augmentant l'incertitude générale et en déformant l'information sur les fondamentaux économiques sous-jacents, l'instabilité macroéconomique affecte les décisions d'investissement et d'épargne, conduisant ainsi à une allocation inefficente des ressources. L'instabilité macroéconomique a aussi un effet adverse sur la confiance, qui peut décourager l'investissement intérieur et conduire à une fuite des capitaux, aux effets potentiellement adverses sur la croissance à long terme.

3.3.1 Inflation

Parmi les arguments habituels en faveur d'une modération et d'une stabilité des prix, on retiendra la moindre incertitude au sein de l'économie et l'amélioration de l'efficacité du mécanisme des prix. En effet, la stabilité des prix préserve, voire renforce, le pouvoir d'achat des citoyens. La stabilité des prix est en outre, un facteur déterminant de la compétitivité des entreprises et un élément nécessaire pour inspirer confiance aux opérateurs économiques, qu'ils soient épargnants ou investisseurs, nationaux ou étrangers. Tels sont les fondements qui font de la maîtrise de l'inflation l'objectif fondamental de toute politique monétaire ou la condition nécessaire pour stimuler l'investissement.

Les études empiriques indiquent invariablement que l'inflation a une corrélation négative avec la croissance économique, et que le coût de l'inflation en croissance perdue est significatif. Un certain nombre d'estimations indiquent une réduction de la croissance économique allant de 0,02 à 0,08 point de pourcentage pour une augmentation de 1 point de pourcentage de l'inflation⁸.

Figure 3 : Taux d'inflation mesuré par les prix à la consommation (1985)



Source : Elaboré à partir de WDI (2004), Banque Mondiale.

⁸ FMI : Perspectives de l'économie mondiale, octobre 1996.

A l'instar des autres pays qui ont connu des taux d'inflation élevés au cours des années 80, après le choc pétrolier, le Maroc a pu maîtriser ses taux d'inflation pendant les dernières années. Cependant la réduction de l'inflation au Maroc ne s'est pas traduite par des taux de croissance élevés. Ces observations suggèrent que la maîtrise initiale de l'inflation est une condition nécessaire mais non suffisante du retour à la croissance.

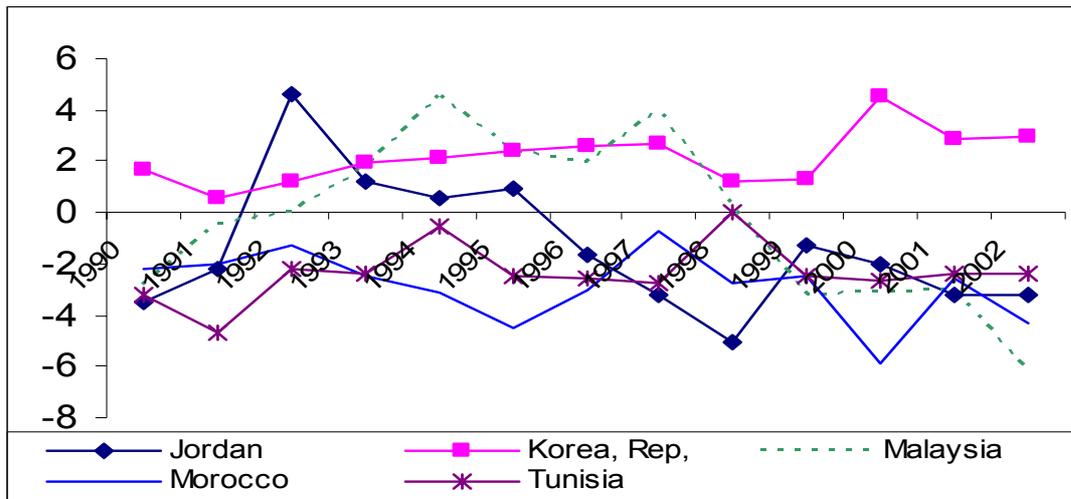
3.3.2 La politique budgétaire

La politique budgétaire affecte la production et la croissance à moyen terme. Plus précisément, une réduction des emprunts publics servant à financer les dépenses par un déficit systématique pousse généralement les taux d'intérêt à la baisse, ce qui encourage l'investissement. Une baisse des taux d'intérêt accroît aussi la valeur des actifs, et cet effet de patrimoine encourage la consommation et l'investissement privés. Par ailleurs, une baisse des déficits pousse le secteur privé à réduire les estimations de ses obligations fiscales actuelles et futures, ce qui stimule encore l'investissement et la consommation.

Il reste à savoir dans quelle mesure ces considérations s'appliquent aux pays en développement, en particulier au Maroc. Dans ce sens, une étude a été réalisée par le FMI⁹ sur 39 pays à faible revenu ayant appliqué un programme d'ajustement pendant les années 90 pour répondre à la question suivante : Quelle est la relation de causalité entre l'ajustement budgétaire et la croissance ? Une des principales conclusions que l'on peut tirer de cette étude est que les pays qui ont réduit les déficits budgétaires de moins d'un demi-point du PIB pendant la période considérée, en particulier des dépenses courantes, ont enregistré une croissance additionnelle du revenu par habitant de 0,5 % par an pendant les années 90.

⁹ FMI :Finances et développement, décembre 2003.

Figure 4 : Solde budgétaire en pourcentage du PIB



Source : Elaboré à partir des données de la Banque Mondiale, WDI (2004).

On constate à la lecture du graphique ci-dessous que le Maroc à l'instar des autres pays a pu réduire son déficit budgétaire qui est passé d'environ 12% du PIB dans les années 80 à une moyenne de 4% au cours des dernières années. Ceci a été favorisé par la contribution des recettes de privatisation et une rationalisation des dépenses publiques. Cependant, le lien entre le contrôle budgétaire et le retour à la croissance est, comme pour l'inflation, loin d'être mécanique.

Dans l'avenir la maîtrise du déficit budgétaire au Maroc risque de ne pas être soutenable pour les raisons suivantes :

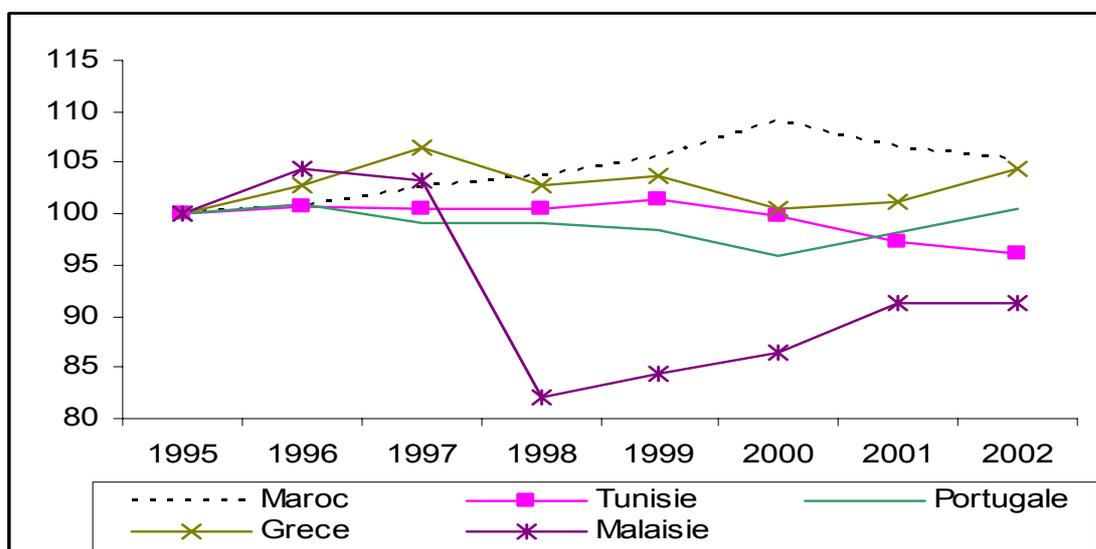
- Tout d'abord, la rigidité de la réduction du déficit public : aggravation des charges du fait de la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre du dialogue social (la masse salariale représente 12% du PIB), compensation des augmentations du prix du pétrole, réalisation d'un vaste programme de lutte contre la pauvreté, la récente initiative nationale pour le développement humain ;
- Une difficulté récurrente, voire structurelle à mobiliser et à étendre les ressources ordinaires et à dégager une épargne budgétaire conséquente afin de financer l'investissement public et réduire le recours à l'emprunt.

3.3.3 Taux de change :

Le taux de change est un déterminant important de l'allocation des ressources entre les secteurs d'exportation et les secteurs domestiques. Une mauvaise allocation mène à de grands déséquilibres externes, dont la correction est fréquemment accompagnée par des crises de paiements et suivi par des récessions aiguës. Il est généralement admis qu'un taux maintenu au mauvais niveau entraîne d'importants coûts en matière de bien-être. Il donne des fausses indications aux agents économiques et accentue l'instabilité économique.

La sous-évaluation ou la surévaluation de la monnaie d'un pays, peut dynamiser ou endommager la position de concurrence internationale de l'économie. Quand une monnaie est sous-évaluée, la demande d'augmentation des exportations, et la substitution par des importations est encouragée, stimulant la croissance économique et le surplus de la balance commerciale mais créant des pressions inflationnistes. Une monnaie surévaluée entraîne une baisse du coût des importations mais rend les exportations plus difficiles, réduisant l'inflation mais provoquant un éventuel déficit de la balance commerciale et une chute du taux de croissance économique.

Figure 5 : Evolution du taux de change réel



Source : IMF, Statistiques monétaire et financière internationales.

Au Maroc le choix en matière de politique économique dans le contexte de taux de change fixe à plus ou moins réussi à maîtriser l'inflation au cours des années 90. Les chocs réels ont été relativement maîtrisables et les politiques macroéconomiques étaient généralement compatibles avec le choix du régime

de change. Cependant, à partir de 1998 les tensions sur le taux de change ont commencé à s'accroître. La vulnérabilité des secteurs exposés à la concurrence, la difficulté de gestion de liquidité avec des entrées massives de capitaux et les déficits budgétaires structurels élevés qui sont financés par une partie des recettes des privatisations a remis en question la soutenabilité de la politique du taux de change. Dans ce contexte, la décision des autorités monétaires de procéder en avril 2001 à une dévaluation de 5% est l'exemple de la réaction à la surévaluation du taux de change qui n'a cessé de s'accroître depuis le début des années 90.

3.3.4 La dette extérieure:

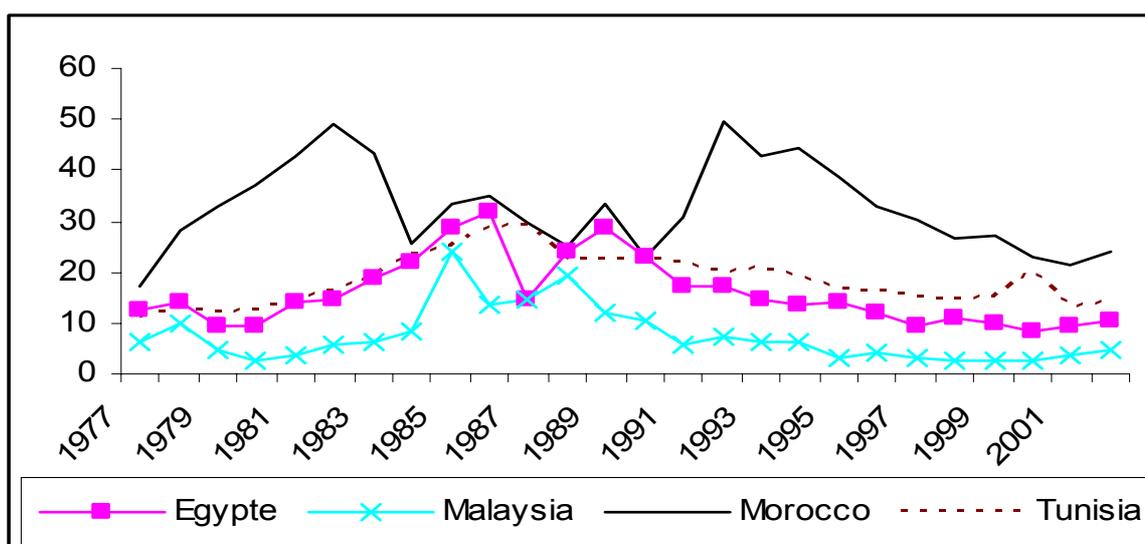
La théorie économique suggère que l'emprunt, contenu dans des limites raisonnables, peut aider les pays en développement à affermir leur croissance. Pour les économies qui utilisent les capitaux empruntés pour financer des investissements productifs, leur croissance devraient s'accroître et leur permettre de rembourser à l'échéance les dettes contractées. Au contraire si la dette future dépasse les capacités de remboursement des pays débiteurs, le coût de son service découragera les investissements intérieurs et extérieurs, pénalisant ainsi la croissance.

Une étude empirique a été réalisée par le FMI¹⁰ pour explorer les liens entre dette et croissance. Les principales conclusions que l'on peut tirer de cette étude sont :

- L'endettement semble avoir un impact global négatif sur la croissance lorsque la dette représente de 160 à 170 % des exportations, et de 35 à 40 % du PIB (en valeur actuelle nette) ;
- Il apparaît aussi que l'écart de croissance entre les pays peu endettés (moins de 100 % des exportations ou de 25 % du PIB) et les pays très endettés (plus de 367 % des exportations ou de 95 % du PIB) est, en moyenne, supérieur à 2 % par an ;
- La diminution de la dette de moitié (de 200% à 100% des exportations) permettrait d'enregistrer un gain de croissance par habitant de l'ordre de ½ à 1point.

¹⁰ FMI : finances et développement, juin 2002.

Figure 6 : Service de la dette /exportations



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004), Banque Mondiale.

Conscient des effets négatifs du surendettement, le Maroc a mis en place une politique de gestion de la dette extérieure très active caractérisée par la conversion de dettes bilatérales en investissements privés et le remboursement par anticipation des dettes les plus onéreuses. Le résultat de cette politique est une baisse continue du taux d'endettement extérieur pour se situer à 26.1% du PIB en 2004. Cette évolution illustre la volonté du gouvernement de réduire le coût de cet endettement au moyen d'une approche basée sur un désendettement progressif vis-à-vis de l'étranger. La dette extérieure correspond désormais à 41% de l'endettement global et s'inscrit en baisse depuis 1993.

3.4 Politiques structurelles et institutions :

L'une des conséquences de la théorie de croissance endogène est que le taux de croissance économique peut être affecté par les politiques structurelles et la qualité des institutions. Bien qu'il puisse y avoir un désaccord sur le choix des politiques les plus favorables à la croissance ou sur la séquence dans laquelle les changements de politiques devraient être entreprises, il ne fait aucun doute que les gouvernements peuvent influencer la croissance à long terme dans leurs pays en créant un climat propice pour l'investissement et en adoptant des politiques incitatives qui favorisent l'allocation des ressources.

3.4.1 1'Approfondissement financier

Des systèmes financiers qui fonctionnent bien contribuent à promouvoir la croissance à long terme. Ils influencent l'efficacité et la croissance économique à travers des canaux différents. Les marchés financiers facilitent la minimisation du risque en diversifiant et en échangeant les instruments financiers. Ils peuvent aider à identifier les projets d'investissements profitables et à mobiliser l'épargne nécessaire. De plus, les systèmes financiers peuvent aider à contrôler les entreprises, réduisant de cette façon les problèmes de distorsion qui mènent à l'investissement inefficace. En général, Il existe au moins trois moyens par lesquels le secteur financier contribue à la croissance :

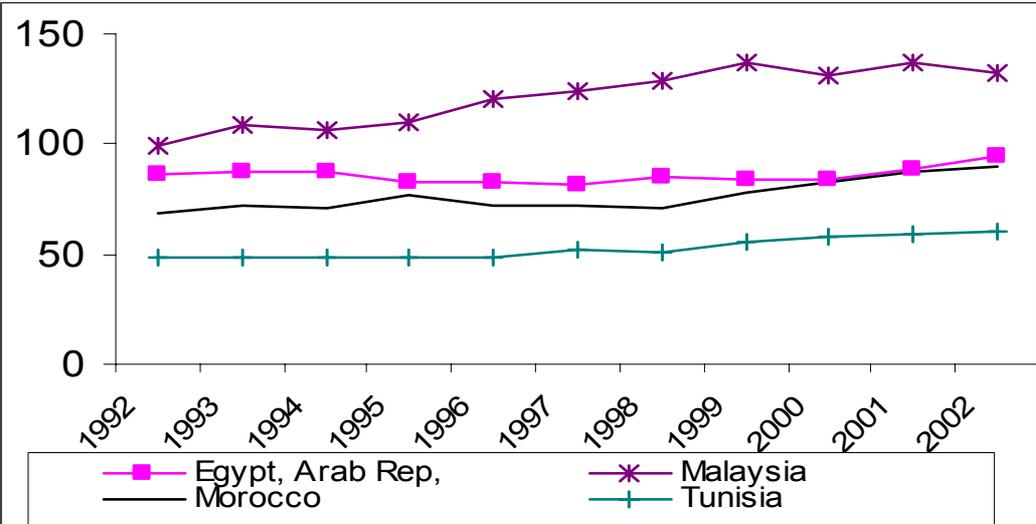
- Il améliore la sélection des demandeurs de fonds et la surveillance des destinataires des fonds, conduisant ainsi à une meilleure allocation de ressources ;
- L'industrie financière encourage la mobilisation des épargnes par une offre attractive d'instruments et d'outils de placement ; cela entraîne une hausse du taux d'épargne ;
- Les intermédiaires financiers offrent des opportunités pour la gestion du risque et de la liquidité. Ils favorisent le développement des marchés et des instruments attractifs qui permettent le partage du risque.

Le rôle des variables financières dans la croissance, a été mis en évidence par King et Levine (1993). Dans une étude détaillée, ces auteurs ont trouvé une corrélation positive robuste entre le degré de développement financier et la croissance, l'investissement et l'efficacité du capital. Les indicateurs financiers qu'ils ont utilisés incluaient la taille du secteur financier formel (mesurée par les engagements liquides du système financier) par rapport à la production, le ratio du crédit alloué au secteur privé par rapport à la production.

Le secteur financier au Maroc a connu plusieurs réformes structurelles depuis le début des années 90. Ces réformes visaient essentiellement la libéralisation des taux d'intérêt, la refonte de la loi bancaire, le développement du marché des capitaux, la restructuration des organismes d'épargne institutionnelle (assurances et retraites). Les résultats de ces réformes sont palpables aujourd'hui.

La part de l'agrégat M3 dans le PIB, un indicateur de la mobilisation des dépôts par le secteur financier, est passée d'une moyenne de 39,8 % sur la période 1970-1985 à 81 % en moyenne après la réforme (la période 1998-2004). Comparé à celui des autres pays de l'échantillon sur la base de cet indicateur, le secteur financier marocain est plus développé que celui des pays comme la Tunisie et la Turquie, mais reste encore en deçà de celui de la Malaisie.

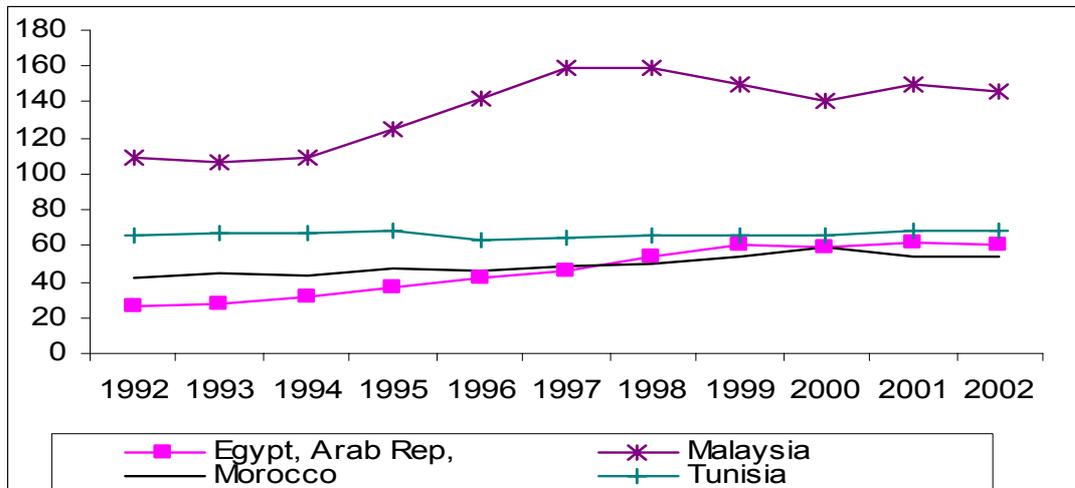
Figure 7 : Evolution du ratio M3/PIB



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004), Banque Mondiale.

La profondeur financière mesurée généralement par le ratio des crédits au secteur privé au PIB (figure 8) est passé de 17 % en moyenne avant la libéralisation financière (période 1970-1985) à 54 % en moyenne entre 1998 et 2004, comparativement à d'autres pays, ce ratio est relativement faible en Egypte, au Maroc et en Turquie. Les ratios, relativement, plus élevés observés en Malaisie et en Tunisie suggèrent l'avance de ces pays en terme d'efficacité dans l'allocation de ressources financières.

Figure 8 : Evolution du crédit au secteur privé par rapport au PIB



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004), Banque Mondiale..

En dépit de ces résultats satisfaisants, une étude sur le secteur financier marocain menée par la Banque Mondiale recommande un plan d'action autour des axes suivants pour que le secteur joue pleinement son rôle en apportant le financement nécessaire à l'investissement :

- Réduire les coûts d'intermédiation bancaire tout en préservant la stabilité financière des banques ;
- Accroître la concurrence dans le crédit bancaire et la mobilisation de l'épargne ;
- Promouvoir la formation des taux reflétant les conditions du marché ;
- Poursuivre la modernisation des marchés capitaux et en particulier le marché des Bons du Trésor.

3.4.2 L'ouverture commerciale

Les études empiriques indiquent que la relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale est positive, elle reflète un cycle vertueux par lequel une plus forte ouverture mène à l'amélioration de la croissance, qui, en retour, produit plus de commerce.

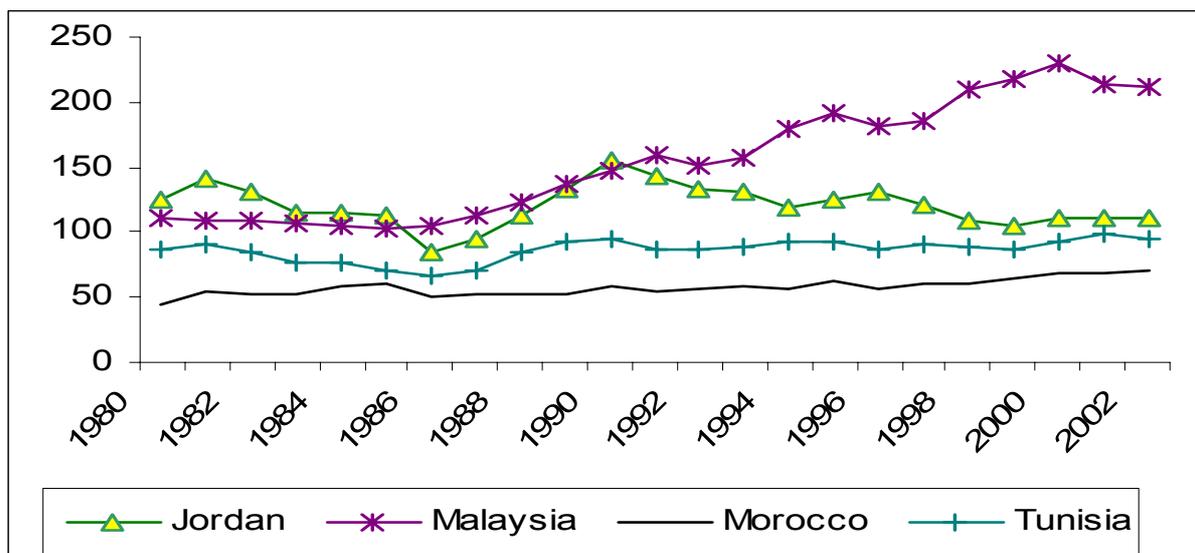
Les canaux par lesquels l'ouverture affecte la croissance économique sont au nombre de cinq. Tout d'abord, le commerce mène à une plus forte spécialisation et, ainsi aux gains dans la productivité globale des facteurs (PGF), en permettant aux pays d'exploiter leurs champs d'avantages comparatifs. Deuxièmement, l'ouverture élargit les marchés potentiels, ce qui permet aux entreprises domestiques de profiter des économies d'échelle.

Troisièmement, le commerce diffuse à la fois les innovations technologiques et les bonnes pratiques de management à travers les fortes interactions avec les entreprises et les marchés étrangers. Quatrièmement, le commerce libre a tendance à diminuer les pratiques anti-concurrentielles des entreprises domestiques. Finalement, la libéralisation du commerce réduit les incitations des entreprises à chercher des activités de rente peu productive en général.

Le Maroc a libéralisé progressivement son économie en l'ouvrant au marché international. Les tarifs douaniers ont été réduits, des barrières éliminées, et les procédures pour le commerce étranger simplifiées. Il a également élargi et diversifié ses relations commerciales et économiques par la signature d'accords sur le libre échange avec des partenaires bilatéraux et régionaux contribuant ainsi à la consolidation du système multilatéral de commerce.

Le degré d'ouverture commerciale peut être mesuré par plusieurs indicateurs, mais le plus largement utilisé est le ratio des exportations et des importations au PIB.

Figure 9 : Evolution de l'ouverture commerciale



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004), Banque Mondiale.

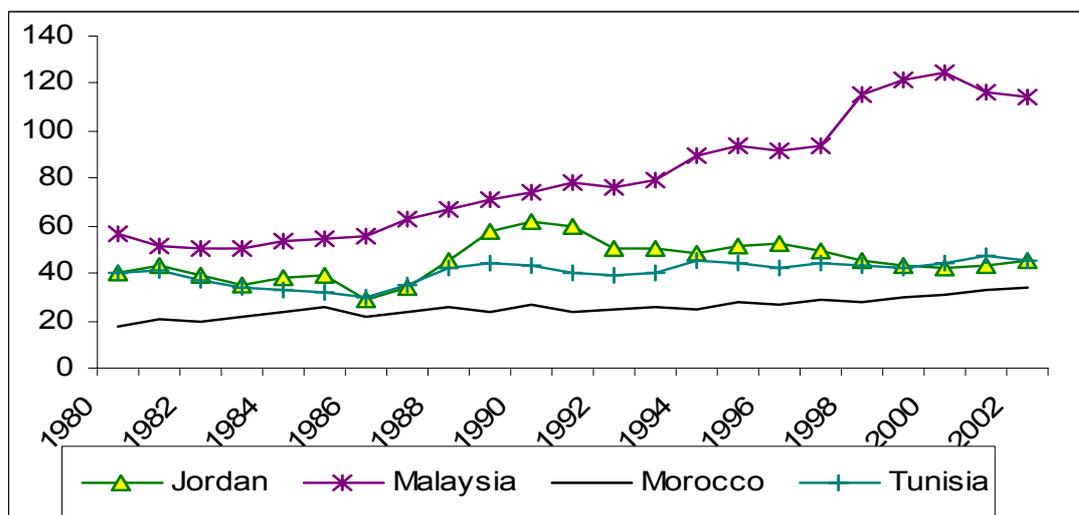
Comparé avec les autres pays de l'échantillon, le Maroc accuse un retard dans l'ouverture commerciale de son économie. Une explication partielle de cette situation peut être trouvée dans les politiques commerciales poursuivies depuis l'indépendance. En effet, les politiques de substitution à l'importation qui ont été élaborées au début des années 60 ont conduit à une forte protection de l'économie nationale. Cependant, le Maroc a procédé à la

libéralisation de son économie à partir des années 80 (passant de 41% à 52% entre 1977 et 2002). Ceci devrait améliorer les performances à l'exportation.

L'analyse de ces performances montre que l'ouverture commerciale ne s'est pas traduite par une amélioration des exportations. En effet, les exportations sont passées de 12% à 21% du PIB. Même si la progression des exportations a été légèrement supérieure à celle des importations, avec le taux de couverture des exportations augmentant de 40% en 1977 jusqu'à 66% en 2002, le Maroc enregistre toujours un déficit commercial structurel qui montre les faiblesses du tissu productif, mais aussi la sensibilité aux chocs exogènes. Les politiques d'ajustement structurel adoptées à l'issue de la crise des années 80, qui tendaient à promouvoir les exportations par l'assouplissement des politiques restrictives n'ont pas réussi à générer les résultats escomptés.

Certes, la demande extérieure de nos partenaires et la surévaluation cyclique du taux de change conditionnent la tendance des exportations, mais cela n'empêche d'examiner en profondeur les causes de la baisse des exportations. Les raisons de cette baisse sont à chercher du côté de la compétitivité, face à de nouveaux concurrents sur ce marché (les pays de l'Est et les pays asiatiques) et la diversification de nos débouchés et de nos produits.

Figure 10: Evolution du ratio exportations/PIB



Source : Elaboré à partir des données de WDI (2004), Banque Mondiale.

3.4.3 Qualité des Institutions :

Différents économistes ont affirmé au cours des dernières années qu'une des raisons principales pour laquelle les taux de croissance sont différents entre

les pays est que la qualité de l'environnement économique dans lequel les agents opèrent est différente. Cet environnement comprend les lois, les institutions, les règles, les politiques et réglementations gouvernementales du pays. De bonnes institutions sont donc des structures et des lois incitatives qui réduisent l'incertitude et promeuvent l'efficacité et donc contribuent à une plus forte performance économique. En effet, un environnement qui fournit une protection adéquate pour les droits de propriété et donne aux agents l'incitation à produire, à investir et à accumuler des compétences est un environnement favorable à la croissance.

Parmi les études empiriques consacrées à la relation institutions/croissance, celle de la Banque Mondiale¹¹ relative aux pays MENA. L'étude a montré que depuis les années 80, la moyenne annuelle de la croissance économique par habitant dans la région MENA a été de 0,9%, un niveau inférieur à celui de l'Afrique Subsaharienne. L'origine de ce retard dans la croissance dans la région MENA est le fossé en matière de gouvernance. En effet, les simulations montrent que si MENA avait pu atteindre une qualité moyenne d'administration du secteur public comparable à celle d'un groupe de pays performants de l'Asie du Sud-Est, ses taux de croissance auraient été plus élevés, de près d'un point de pourcentage par an.

Conscient de l'importance de la bonne gouvernance dans l'amélioration de l'environnement des affaires, de la compétitivité et de l'attractivité du pays, ainsi que de la gestion efficiente du capital humain, les pouvoirs publics au Maroc ont inscrit, un ensemble de réformes visant à imprimer un nouvel élan au développement du pays, à ouvrir des perspectives à l'implication des différents partenaires et composantes de la société et à jeter ainsi les bases d'un nouveau mode de gestion du développement.

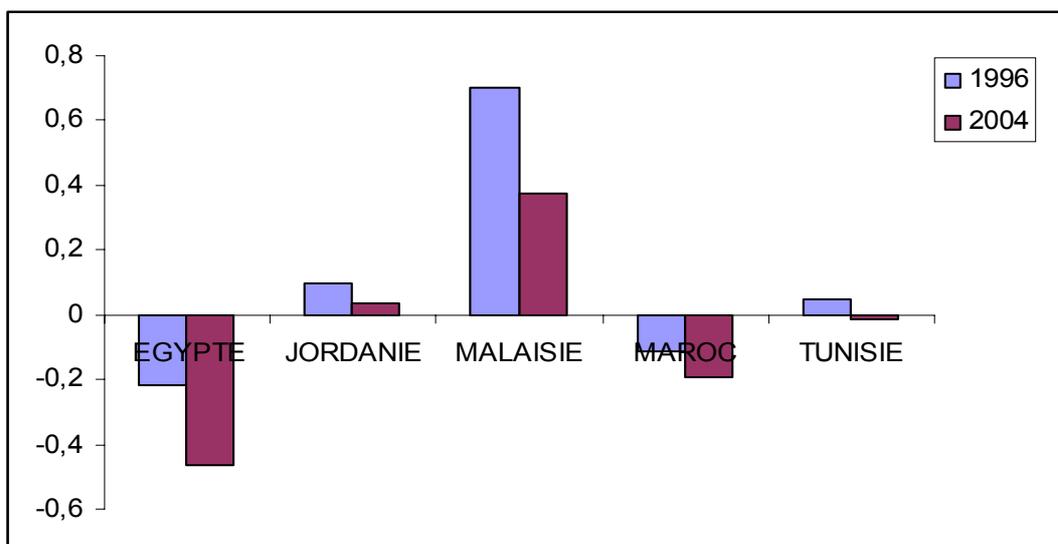
La mesure de la qualité de la gouvernance est une tâche ardue. La Banque Mondiale a élaboré un ensemble d'indicateurs permettant de juger de la qualité de plusieurs aspects de la gouvernance. Ces indicateurs sont :

- Être à l'écoute et rendre compte (Voice and Accountability) : Mesure la possibilité des citoyens d'un pays à participer et à choisir le gouvernement. Il est basé sur un certain nombre d'indicateurs mesurant différents aspects du processus politique, des libertés civiles et des droits humains et politiques ;

¹¹ Banque mondiale : Vers une meilleure gouvernance au Moyen-orient et en Afrique du Nord, 2003.

- Instabilité politique et violence (Political Stability) : Mesure la vraisemblance que le gouvernement en place soit déstabilisé ou renversé par des moyens anti-constitutionnel et/ou violents ;
- Efficacité des pouvoirs publics (Government Effectiveness) : mesure les aspects liés à la qualité et la disponibilité du service public, la bureaucratie, la compétence des fonctionnaires de l'Etat, l'indépendance de l'administration de la pression politique ainsi que la crédibilité du gouvernement dans ses engagements et ses politiques ;
- Fardeau réglementaire (Regulatory Quality) : Focalise sur les politiques elles-mêmes incluant des mesures de l'incidence des politiques anti-marché comme le contrôle des prix ou une supervision bancaire inadéquate ainsi que la perception du blocage imposé par une régulation excessive dans des domaines tels que le commerce extérieur et le monde des affaires ;
- État de droit (Rule of Law) : Inclut plusieurs indicateurs qui mesurent la confiance dans et le respect des lois et règles de la société. Ceci inclut les perceptions de l'incidence des crimes, l'efficacité et la prévisibilité du système judiciaire, et l'applicabilité des contrats ;
- Maîtrise de la corruption : Mesure l'étendu de la corruption, définie comme usage de pouvoir public pour des gains privés. Il est basé sur des données provenant d'enquêtes d'opinion et d'avis d'experts.

Figure 11 : Moyenne des indicateurs de gouvernance



Source : Banque mondiale, Indicateurs de gouvernance pour 1996-2004

Le graphique ci-dessous montre belle et bien que les pays qui ont pu réaliser des taux de croissance élevés sont ceux qui ont de bons indicateurs de gouvernance. Le Maroc qui se classe l'avant dernier dans notre échantillon, en devançant seulement l'Égypte, accuse encore des retards en matière de gouvernance. En effet, plusieurs réformes importantes concernant la rationalisation des structures administratives et leur déconcentration, le statut de la fonction publique et la gestion des ressources humaines n'ont pas pu voir le jour. Les difficultés rencontrées proviennent des effets conjugués de plusieurs facteurs tels que l'interférence des attributions des départements ministériels et organismes intervenant dans les domaines de la modernisation des secteurs publics.

Le secteur de la justice a connu d'importantes réformes avec, notamment, la mise en place des tribunaux spécialisés (administratifs, commerciaux et tribunaux de la famille), la modernisation des structures logistiques (informatisation des services centraux et des tribunaux), l'adoption de nouveaux textes (code de procédure pénale, code commercial, code de la famille, textes régissant les droits de l'enfant concernant notamment l'état civil). Cependant, le système judiciaire marocain reste confronté à plusieurs difficultés telles que la lenteur dans l'exécution des décisions de la justice, l'insuffisance des efforts déployés en vue de renforcer les compétences des ressources humaines, l'utilisation encore limitée des technologies de l'information, le manque d'encadrement des partenaires de la justice et les insuffisances en matière de vulgarisation et de sensibilisation pour mettre en pratique les dispositions législatives et réglementaires¹².

La corruption continue de représenter un déficit pour le Maroc. En fait, elle met en péril tout le régime de gouvernance. Les scandales récents des banques CIH et BNDE sont des illustrations de la diffusion de la corruption. Un sondage d'opinion mené par Transparency-Maroc a révélé que 87 % de la population considère la corruption comme le troisième problème le plus important du pays après le chômage (98%) et le coût de la vie (92%) ». ¹³

3.4.4 Structure de la production

L'accumulation de facteurs de production ne peut pas à elle seule entraîner une croissance durable, les rendements de l'investissement comme de l'éducation finiraient par diminuer si la structure de production de l'économie

¹² Haut Commissariat au Plan : Rapport d'évaluation du plan 2000-2004.

¹³ Critique économique n°8, été-automne 2002.

reste inchangée. Ces changements structurels se réalisent de manière naturelle, en conséquence de l'accumulation des facteurs, mais pas de manière mécanique : le cadre institutionnel et la structure des incitations jouent également un rôle important.

La formation de la main d'œuvre peut, si les bonnes incitations à la modernisation de l'agriculture sont présentes, permettre des progrès de productivité agricole, qui libéreront du travail utilisé initialement dans ce secteur. Ce travail pourrait alors trouver à s'employer dans des secteurs où il est plus productif, ce qui créerait un effet positif sur la croissance. L'économie marocaine présente à cet égard un fort potentiel de croissance à mobiliser sur le long terme, en raison de l'occupation nettement majoritaire de la population active dans l'agriculture (en plus de chômage élevés).

Tableau 4 : Part de l'agriculture dans le PIB et l'emploi

Pays	Part de l'agriculture dans le PIB	Emploi de l'emploi agricole dans l'emploi total
Egypte	16,7	29,6
Maroc	14	40
Turquie	15	34
Malaisie	8,8	18
Chili	8,5	14
Espagne	3,6	6,6

Source : WDI (2004), Banque Mondiale. Et calcul des auteurs

La majorité des pays en voie de développement qui ont connu un décollage économique ont connu un mouvement significatif des facteurs de production, caractérisé principalement par un déplacement de la main d'œuvre en dehors de l'agriculture. Ce mouvement provient à la fois du fait que la structure de la demande nationale se déforme au cours du temps et de ce que les progrès de productivité permettent de libérer de la main d'œuvre pour d'autres activités.

Le déplacement de la main d'œuvre en dehors de l'agriculture, où la productivité du travail est plus faible que dans les autres secteurs, exerce mécaniquement un effet positif sur la croissance. Dans ce cadre, les autorités publiques sont appelées à instaurer des politiques sectorielles appropriées qui vont permettre une ré allocation des facteurs de production vers les secteurs productifs porteurs dans lesquels le Maroc présente un avantage comparatif.

3.5 Innovations et nouvelles technologies de l'information

L'évolution technologique et l'innovation sont devenues des déterminants importants de la performance économique. Certaines des caractéristiques

récentes de cette transformation sont l'impact croissant des technologies de l'information et de la communication sur l'économie et la société, les interactions de plus en plus nombreuses entre la science et l'industrie qui entraînent le développement plus rapide de nouveaux produits et méthodes et la réorientation vers des secteurs et des services à forte intensité de savoir, une diffusion plus rapide de la technologie et, enfin, les besoins croissants en compétences. La capacité d'exploitation des potentiels des nouveaux savoirs scientifiques et techniques et de leurs larges diffusions est devenue une source primordiale d'avantages compétitifs, de création de richesses et d'amélioration de la qualité de vie. Pour tirer profit des avantages induits par ces évolutions, les pouvoirs publics devront mettre en place des politiques appropriées¹⁴.

3.5.1 L'innovation

L'innovation, définie comme le développement, la diffusion et l'exploitation économique de nouveaux produits, procédés et services, est un des principaux moteurs de la croissance. L'influence se fait par l'amélioration des techniques de gestion et des méthodes de production de biens et de services et par le changement organisationnel. Cependant, l'innovation crée aussi de nouveaux produits qui font alors partie du capital que les entreprises utilisent pour leur propre production économique.

Dans les travaux empiriques sur l'innovation, on utilise le plus souvent une ou plusieurs mesures quantitatives de l'activité innovatrice. Parmi ces mesures on trouve les dépenses en recherche et développement, le nombre de chercheurs, le nombre d'articles scientifiques publiés etc. Le choix de ces indicateurs est dicté par la forte corrélation qui existe entre recherche & développement et innovation.

Le tableau ci-après montre la performance du Maroc en termes de ces indicateurs. Il montre la faible importance accordée à la recherche et développement dans notre pays. Un résultat qui appelle à des efforts supplémentaires dans ce domaine stratégique.

¹⁴ OCDE : Perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie, 2001.

Tableau 5 : Indicateurs globaux: recherche et développement

Pays	Produits à haute technologie (% des exportations de biens manufacturés)	Dépenses en recherche et développement /PIB
Turquie	3	0,7
Egypte	0,76	0,2
Coré de Sud	31	3
Malaisie	58	0,7
Maroc	11	0,3
Tunisie	4	0,6

Source : UNESCO, Statistiques sur la recherche et développement (2004).

3.5.2 Les technologies de l'information et de communications

Quelles sont les incidences potentielles des TIC sur la performance et la croissance des entreprises ? La plupart des analyses de la croissance économique distinguent trois effets. Premièrement, les investissements dans les TIC contribuent à l'accroissement global du capital et donc à l'augmentation de la productivité du travail. En second lieu, les rapides progrès technologiques que connaît la production de biens et services des TIC peuvent contribuer à une croissance plus rapide de la PGF du secteur producteur de TIC. Enfin, les entreprises qui utilisent davantage les TIC peuvent jouir d'une hausse de leur efficacité globale, et faire ainsi progresser la PGF. De surcroît, une plus grande utilisation des TIC peut renforcer des effets réticulaires tels que la baisse des coûts transactionnels et l'accélération de l'innovation, ce qui se traduit par un accroissement de l'efficacité globale de l'économie, c'est-à-dire la PGF¹⁵.

Parmi les mesures quantitatives les plus utilisées dans les travaux empiriques pour mesurer le niveau d'utilisation ou de pénétration des TIC, nous trouvons le nombre de lignes téléphoniques, le nombre d'ordinateurs par personne et les dépenses sur les TIC en pourcentage du PIB.

¹⁵ Les recherches sur l'impact des TIC sur la croissance économique sont relativement récentes et il n'y a pas une unanimité sur les canaux de transmission de cet impact.

Tableau 6 : Indicateurs de pénétration technologique

pays	Lignes téléphoniques (par 1,000 personnes)	Ordinateurs (par 1,000 personnes)	Dépenses sur les TIC (% du PIB)
Botswana	87	40	-
Egypte	110	16	1.1
Coré de Sud	488	455	6.5
Jordanie	126	37	8.4
Malaisie	190	146	6.7
Maroc	38	23	5
Tunisie	117	31	5

Source : WDI (2004), Banque Mondiale.

Au Maroc, les TIC sont d'introduction relativement récente. Ils couvrent essentiellement les téléphones mobiles, les ordinateurs et l'usage d'internet. Si nous considérons les données du tableau ci-dessus nous pouvons remarquer que le retard que le Maroc accuse dans le domaine des TIC par rapport aux pays de l'échantillon et un potentiel pour gagner des points de croissance.

4. Estimation et quantification de l'effet des déterminants de la croissance.

Dans ce chapitre, nous abordons le problème de quantification des effets des différentes sources de croissance dans le cas du Maroc au cours de la période 1960-2002. La restriction à cette période ne signifie pas que les résultats ne sont valides que pour cette même période. Les résultats peuvent et seront utilisés pour évaluer l'impact de tout changement de niveau éventuel dans ces facteurs. Cette quantification est scindée en deux parties.

Dans la première partie, nous procédons à l'exercice traditionnel de la comptabilité de la croissance en l'appliquant aux données marocaines pour obtenir une décomposition de la croissance du PIB selon les contributions de chaque facteur (travail, capital et PGF).

Dans une deuxième partie, noyau de ce rapport, nous présentons et nous appliquons la méthodologie suivie pour identifier les facteurs les plus déterminants pour la croissance au Maroc et nous estimons leurs effets sur cette dernière. Dans cette deuxième partie, la croissance est mesurée par le taux de croissance annuel moyen du PIB par tête au cours de la période 1970-2002. La restriction à 1970 au lieu de 1960 se justifie principalement par le manque de données pour un certain nombre de pays considérés dans l'échantillon et pour certaines variables importantes (voir sous-section 4.2).

Les résultats que nous obtenons diffèrent légèrement de ceux obtenus dans les études empiriques de ce genre, ceci s'explique dans une large mesure par des considérations méthodologiques :

- L'objectif principal de cette étude est de comprendre le phénomène de croissance dans le cas spécifique du Maroc, donc l'échantillon des pays considérés a été choisi en tenant compte de cet objectif ;
- Les variables ou les déterminants considérés dans l'analyse sont les plus pertinents pour le Maroc ;
- Les techniques d'estimation utilisées peuvent être différentes d'une étude à l'autre ;
- Les périodes d'analyse considérées peuvent également être différentes.

4.1 Comptabilité de la croissance

Comme il a été précisé au chapitre 2, la comptabilité de la croissance est un exercice qui consiste à identifier les contributions de chacun des facteurs de production à la croissance économique, à savoir, le capital et le travail. Même si ces deux facteurs sont clairement identifiés, leurs mesures ou estimations peuvent varier d'une étude à l'autre.

Plusieurs études sur le Maroc ou incluant le Maroc ont été réalisées¹⁶ dans ce sens et leurs résultats concordent quant à l'importance de chacun des facteurs. Les principales différences du point de vue méthodologique résident dans la reconstitution des séries de PIB, de travail et de capital.

Ainsi, généralement le PIB est mesuré en termes réels mais certaines études utilisent comme unité le dollar constant pour pouvoir faire des comparaisons internationales, alors que d'autres utilisent le PIB en dirhams constants. Evidemment, le choix de l'année de base ne devrait pas avoir de conséquence, des différences surgissent principalement à cause des variations du change surtout quand les taux utilisés sont ajustés pour tenir compte de la parité du pouvoir d'achat (taux PPP).

Pour la série sur le travail, les données utilisées sont généralement la population active provenant des bases du BIT ou de la base de la Banque Mondiale, la World Development Indicators (WDI).

Pour la série du capital, la reconstitution de la série se fait selon la méthodologie décrite dans le chapitre 2. Le Haut Commissariat au Plan en a constitué une, mais au niveau des comparaisons internationales, la plus utilisée est celle constituée par Nehru et Dhareshwar (1994) actualisée par Bosworth et Collins (2003) jusqu'à 2000.

Nous avons pour les besoins de ce travail et pour contribuer à l'enrichissement des données sur l'économie marocaine reconstitué la série du capital sur la période 1960-2002 en se basant sur les données de la Banque Mondiale (WDI). Le stock de capital en DH constant de 1980 à été reconstitué comme suit :

¹⁶ Nous citerons notamment HCP (1992), Senhadgi (2000), Makdissi et autres (1999), Sekkat (2002), Bosworth et Collins (2003).

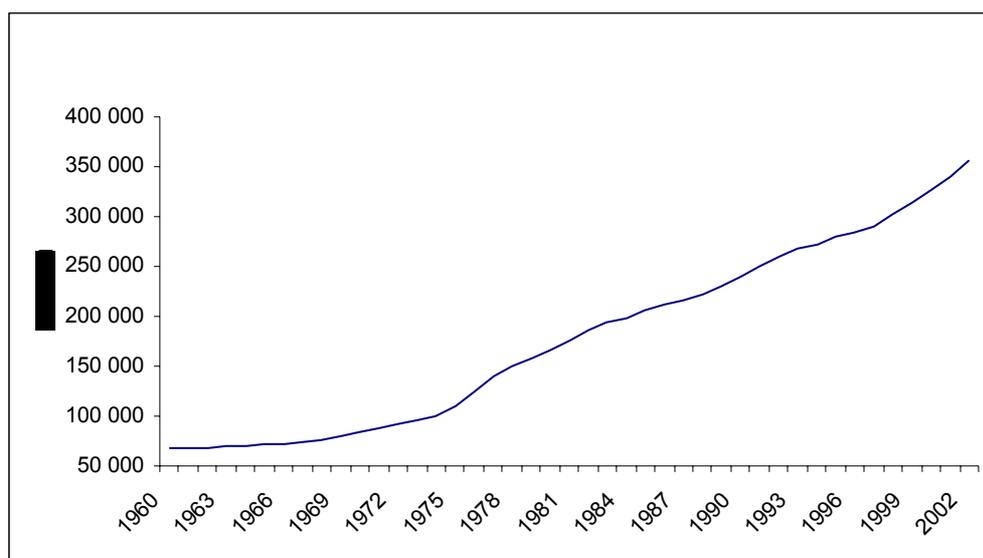
- Pour l'année 1960, nous avons pris¹⁷ comme stock de capital le chiffre de Bosworth et Collins (2003) ;
- Pour les années 1961-2002, nous avons reconstitué la série sur la base d'un taux de dépréciation du capital de 5% selon la dynamique suivante :

$$K_{t+1} = 0.95 * K_t + FBCF_{t+1}$$

- La FBCF en terme réel a été obtenue de la base WDI. Les chiffres de cette base pour cette variable présentent quelques différences avec ceux de la Direction de la Statistique. Les différences sont probablement dues aux problèmes de mises à jour.

La série obtenue se présente comme suit :

Figure 1 : Evolution du stock de capital (DH de 1980)



Source : Calculs des auteurs sur la base des données de Bosworth-Collins (2003) et WDI(2004).

Comparée à la série reconstituée par le HCP en 1992, l'allure générale est très similaire même s'il y a des différences au niveau des chiffres. Il est à noter dans ce sens que pour l'utilisation de ces données à des fins de comptabilité de la croissance ou autre, ce qui importe le plus c'est la dynamique plutôt que le niveau de la variable.

¹⁷ Il est à noter que ce choix n'a pas beaucoup d'importance à long terme. Avec un taux de dépréciation de 5% un capital se réduit à moins de 10% de sa valeur initiale au bout de 45 ans.

Avant de présenter les différents résultats de l'exercice de la comptabilité de la croissance, nous présentons dans le tableau suivant les séries des trois principales variables nécessaires à cet exercice, à savoir le PIB en terme réel, le stock de capital reconstitué, également en termes réel, et la force de travail. Les séries du PIB et de la force de travail proviennent de la base de la Banque Mondiale WDI.¹⁸

Tableau 1 : PIB, Stock de capital et population active : 1960-2004

Année	PIB (en millions de DH 1980)	Stock de capital (en millions de DH 1980)	Population active (en milliers)
1960	27 784	67 927	4 250
1961	27 110	67 438	4 316
1962	30 504	68 196	4 391
1963	31 987	69 637	4 472
1964	32 399	70 582	4 557
1965	33 017	71 781	4 645
1966	32 525	72 771	4 734
1967	35 787	74 789	4 823
1968	39 327	76 411	4 910
1969	42 616	79 494	4 996
1970	44 624	84 059	5 078
1971	47 122	88 750	5 254
1972	48 270	92 196	5 431
1973	49 988	95 071	5 611
1974	52 786	99 153	5 794
1975	56 775	109 911	5 981
1976	62 914	123 110	6 170
1977	66 726	140 342	6 363
1978	68 216	149 325	6 559
1979	71 486	157 703	6 761
1980	74 090	166 296	6 968
1981	72 042	175 261	7 147
1982	78 972	186 568	7 329
1983	78 531	193 232	7 516
1984	81 937	198 230	7 706
1985	87 119	205 339	7 899
1986	94 350	211 133	8 095
1987	91 949	215 676	8 294
1988	101 525	222 278	8 495
1989	103 928	230 775	8 698
1990	108 120	240 178	8 903
1991	115 579	250 294	9 137
1992	110 920	260 500	9 370
1993	109 797	268 547	9 604
1994	121 170	272 290	9 835
1995	113 197	279 133	10 069

¹⁸ Nous avons effectué des comparaisons de ces données avec celles disponibles de la Direction de la Statistique et nous avons noté quelques différences légères sans conséquence notable sur les résultats présentés ci-après.

1996	127 027	284 126	10 313
1997	124 197	290 694	10 560
1998	133 729	302 732	10 811
1999	133 622	313 009	11 063
2000	134 900	325 465	11 318
2001	143 395	340 845	11 597
2002	147 969	356 918	11 881

Sources : Pour PIB et Population active: WDI(2004). Pour Stock de capital: Bosworth-Collins (2003), WDI et calculs des auteurs.

Quel facteur a contribué le plus à la croissance au cours de la période 1960-2002 ? Pour répondre à cette question, nous avons supposé une fonction de production de type Cobb-Douglas (voir équation (3) du chapitre 2). Pour la valeur de la part du capital α , nous avons considéré plusieurs possibilités :

- Dans l'étude de Bosworth et Collins, la valeur prise est $\alpha = 0.35$;
- Dans l'étude de Senhadgi (2002) la valeur de α est estimée économétriquement entre 0.36 et 0.43 ;
- Les études réalisées sur la région MENA (voir par exemple Makdissi et autres(1999)) estime que cette part est plus importante et l'évalue à plus de 0,5 ;
- L'étude du HCP (1992), s'est basée sur les comptes nationaux pour évaluer les parts du capital et du travail dans le revenu global ;
- Nous avons fait des régressions du taux de croissance de PIB par tête sur le capital par tête (force de travail), nous avons obtenu des estimations de l'ordre de 0,35.

Nous avons réalisé l'exercice avec deux valeurs de α , 0,35 et 0,45. Nous présentons ci après les résultats avec une valeur de α de 0,45.

Tableau 2 : Décomposition de la croissance du PIB ($\alpha = 0,45$)

Période	Croissance				Contribution en %		
	PIB	Capital	Travail	TFP	Capital	Travail	TFP
1960-1970	4,85	0,96	0,98	2,84	20,13	20,55	59,33
1970-1980	5,20	3,12	1,75	0,26	60,74	34,19	5,07
1980-1990	3,85	1,67	1,36	0,78	43,83	35,66	20,51
1990-2000	2,24	1,38	1,33	-0,47	61,68	59,53	-21,21
2000-2002	4,73	2,10	1,34	1,22	44,99	28,82	26,19
1960-2002	4,06	1,79	1,36	0,86	44,71	33,79	21,50

Source : Calcul des auteurs sur la base des données de Bosworth-Collins (2003) et WDI(2004)

Sur la période globale 1960-2002, l'accumulation du capital a constitué la dynamo de la croissance, sa contribution à la croissance du PIB avoisine les 45% sur la période. Le travail est également un facteur important contribuant à

hauteur de 34% à la croissance. De son côté l'amélioration de la productivité des facteurs ou le progrès technologique à une contribution assez significative de plus de 20%.

Ces chiffres diffèrent de ceux produits lors des études précédentes, mais ces différences ne sont pas très significatives et peuvent être expliquées par la période d'analyse, la méthodologie suivie ou quelques différences dans les sources de données utilisées. A titre de comparaison nous résumons dans le tableau ci-après ces quelques résultats :

Tableau 3 : Récapitulatif des résultats de la comptabilité de la croissance.

Etude	Période d'analyse	Résultat		
		Capital	Travail	PGF
HCP (1992)	1960-1990	48.2	40.4	11.4
CMC (1997)	1696-1996	22.9	49	28.1
Makdissi et autres (2000)	1960-1997	51.02	26.53	22.45
Présente étude	1960-2002	44.71	33.79	21.5

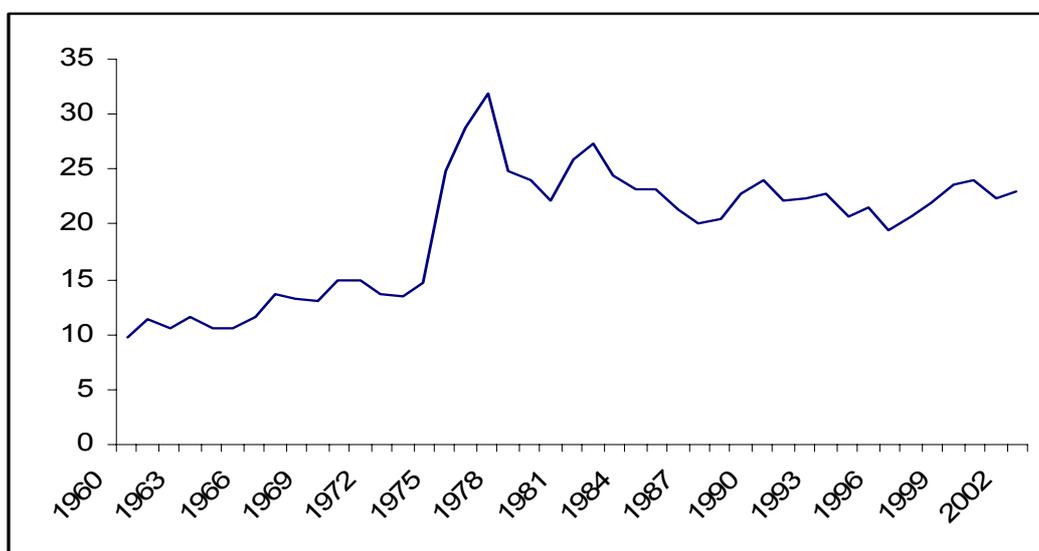
En subdivisant la période d'analyse considérée en quatre principales décennies, nous remarquons que la contribution du travail est croissante d'une décennie à l'autre alors que celle du capital était chancelante avec des contributions assez élevées au cours des décennies 70 et 90. Pour la PGF, le constat principal est sa contribution négative au cours de la décennie 90, un résultat que nous retrouvons dans toutes les autres études. Cependant sa contribution sur toute la période est largement positive.

Peut-on expliquer ces contributions ? La réponse n'est pas évidente mais certains faits peuvent être expliqués.

- La contribution croissante observée du facteur travail est probablement due à l'amélioration continue de la qualité de ce travail avec l'amélioration significative du niveau d'éducation de la main d'œuvre au Maroc suite aux efforts importants déployés par l'Etat pour l'alphabétisation.
- La subdivision des périodes adoptée cache une sous période importante de la croissance économique au Maroc, il s'agit de la période 1973-83, où après le boom phosphatier, le Maroc a procédé à des investissements d'envergure poussant le taux d'investissement vers des

records jamais égalés depuis. Le graphique ci-dessous montre l'évolution du taux d'investissement.

Figure 2 : Taux d'investissement 1960-2002



Source : Elaboré à partir des données de WDI(2004).

La contribution du capital à la croissance au cours de cette période s'élevait à 90% selon nos estimations (78% selon l'étude du HCP).

Tableau 3 : Décomposition de la croissance : 1976-1983 (en %)

(en %)	Capital	Travail	TFP
Présente étude	91.03	48.36	-39.4
HCP(1992)	78.02	39.2	-17

Une autre approche dans la comptabilité de la croissance consiste à décomposer la croissance du PIB par travailleur¹⁹, indicateur plus important comme mesure du niveau de vie de la population. La décomposition obtenue pour la période 1960-2002 se présente comme suit.

Tableau 4 : Décomposition de la croissance par tête.

	PIB/travailler	Capital/travailler	Productivité des facteurs
Croissance	1.55	0.68	0.86
Contribution	100	44	56

¹⁹ Mesuré comme le ratio du PIB à la population active.

En résumé, la croissance économique au Maroc a été tirée principalement par le capital, sa contribution a, assez souvent, dépassé les 50%. La contribution du travail a connu une amélioration continue et régulière. La PGF a eu une contribution positive à hauteur du cinquième de la croissance, et ce, malgré la piètre performance au cours de la décennie 90.

Evidemment, comme il a été précisé auparavant la question qui reste posée est qu'est ce qui détermine cette productivité. La réponse à cette question vient indirectement en quantifiant les effets des différents déterminants de la croissance objet de la section suivante.

4.2 Quantification de l'effet des facteurs

Le diagnostic réalisé dans le chapitre 3 sur les déterminants de la croissance a présenté les évidences théoriques et empiriques montrant que des taux de croissance élevés du PIB par tête sont associés à de faibles niveaux de revenus au départ (convergence), un capital humain important, des institutions fortes, une politique économique efficace, une stabilité des taux de change, un faible niveau d'inflation, etc. Nous nous posons donc la question sur l'effet des efforts déployés par le Maroc pour l'amélioration des indicateurs précédents sur la croissance économique?

Dans cette partie, nous considérons la quantification des effets des facteurs ou déterminants de la croissance présentés ci-dessus. Cette quantification a pour but d'évaluer les contributions positives ou négatives de ces facteurs à la croissance économique connue par le Maroc, mais surtout d'évaluer l'impact de tout changement futur dans les niveaux de ces variables sur la croissance économique.

Du point de vue méthodologique, ces quantifications seront calculées comme des estimations moyennes basées sur un échantillon de pays présentant une variabilité significative en terme des niveaux des facteurs considérés et des taux de croissance. A titre d'exemple, il est difficile, voir impossible, d'estimer l'effet de l'éducation sur la croissance si les observations concernent un seul pays ou si l'échantillon comprend plusieurs pays mais avec des niveaux d'éducation similaires. Ceci justifie pourquoi les effets quantitatifs des facteurs sont mieux estimés en considérant des régressions cross-country.

Un autre point important à préciser est que les estimations obtenues peuvent varier selon les mesures adoptées pour les différents déterminants et selon les spécifications des équations considérées. Ainsi, l'effet de l'éducation ne sera

pas le même si elle est mesurée comme niveau de scolarisation au primaire que si elle est mesurée comme une moyenne des scolarisations aux niveaux primaires, secondaires et tertiaire ou encore comme nombre moyen d'années de scolarité.

D'un autre côté, pour une même mesure, l'estimation de l'effet d'un facteur dépendra des autres variables incluses dans l'équation de régression ou ce qui est communément connu comme variables de contrôles retenues. L'estimation de l'effet d'un facteur est obtenue *Ceterus Paribus*, c'est à dire que l'estimation correspond à l'effet d'un changement marginal dans le facteur considéré en supposant le niveau des autres constants.

Comme il a été précisé dans le chapitre 2, la méthodologie que nous adoptons ici se base sur une régression cross-country où la variable dépendante est le taux de croissance du PIB par tête (meilleur indicateur du niveau de vie que le taux de croissance du PIB global) et les variables explicatives sont un ensemble potentiel de déterminants sélectionnés parmi ceux présentés au chapitre 3. Nos sources principales de données sont la World Development Indicators (WDI) et la base de données élaborées par la banque Mondiale sur la Gouvernance. Quant à la période d'analyse nous avons préféré se concentrer sur la période 1970-2002. Nous avons évité les années 60 étant donné la non-disponibilité des données pour plusieurs pays et plusieurs variables. Ci après nous décrivons en détail comment l'échantillon des pays a été choisi, quels déterminants sont considérés dans les régressions et les résultats obtenus.

4.2.1. Choix de l'échantillon de pays

Dans les études empiriques ayant été réalisé sur les sources de croissance, plusieurs échantillons ont été utilisés. Certaines études ont considéré uniquement les pays de l'OCDE, d'autres uniquement les pays en voie de développement, d'autres se sont focalisées sur des régions comme l'Amérique latine, l'Asie du sud-est, MENA ou autre. Le choix est généralement dicté par le ou les pays objet central de la recherche. Les études similaires ayant inclut le Maroc dans l'échantillon considéré sont soit très générales soit avec des échantillons restreint.

Dans cette étude, l'échantillon des pays considérés a été sélectionné pour nos besoins spécifiques et diffère des échantillons considérés dans les différentes études empiriques déjà citées. Les critères de choix des pays sont les suivants :

- Nous avons choisi des pays dont le niveau de développement est plus au moins similaire à celui du Maroc en 1970 mais ayant connu des vitesses de croissance différentes. Le niveau de développement est mesuré par le PIB par tête en 1970 ;
- Nous avons choisi des pays ayant connu un succès notable en matière de croissance économique au cours de la période ;
- Nous avons éliminé les pays qui ont été à un niveau de développement assez avancé en 1970 (principalement les pays de l'OCDE) ;
- Nous avons éliminé tous les petits pays ou ville-pays et les pays à problème.

En résumé les pays retenus sont des pays dont l'expérience de croissance peut apporter des enseignements pour le Maroc. L'échantillon retenu est présenté en annexe.

4.2.2. Choix des déterminants et constitution de la base de données

Parmi tous les déterminants que nous avons présentés au chapitre 3, nous avons choisi un sous-ensemble des plus pertinents en s'assurant qu'il y a au moins un déterminant de chaque catégorie. Nos soucis principaux sont la disponibilité des données sur la période d'analyse considérée et la pertinence pour l'économie marocaine. Nous avons retenu principalement des indicateurs disponibles dans la base WDI et qui sont :

- Le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant au cours de la période 1970-2002 comme variable à expliquer (mesuré en dollars US constants de 2000);
- Le niveau du PIB par tête en 1970, représentant les conditions de départ ;
- L'espérance de vie à la naissance au début de la période (1972) comme première mesure du capital humain ;
- Le taux de scolarisation au primaire au milieu de la période (1990)²⁰ ;
- Le taux de scolarisation au secondaire au milieu de la période (1990) ;
- Le taux d'investissement (moyenne au cours de la période 1970-2002) ;
- Ratio des importations et exportations au PIB (moyenne de la période 1970-2002) ;
- La mortalité infantile au début de la période (en 1980) ;
- Le taux d'inflation comme mesure de politique de stabilisation (taux d'accroissement annuel moyen de l'indice des prix à la consommation) ;

²⁰ Nous avons choisi l'année 1990 à cause de la non disponibilité des données avant cette année.

- Les concours à l'économie (en % du PIB) comme mesure de la profondeur financière ;
- Part de l'agriculture dans le PIB, variable pertinente pour le cas du Maroc, elle mesure la dépendance vis à vis du secteur agricole ;
- La pénétration de la technologie mesurée par le nombre d'ordinateurs par 1000 habitants ;
- Dépense (en % du PIB) en technologies d'information et de communication ;
- Dépenses générales du gouvernement (en % du PIB et non inclus les dépenses d'investissement) comme mesure de la taille de l'Etat dans l'économie ;
- Nombre de lignes téléphoniques (fixes et mobiles) par 1000 habitants comme deuxième mesure la pénétration de la technologie ;
- Nombre d'articles publiés dans des journaux scientifiques et techniques comme mesure du développement de la recherche.

A cela, nous avons ajouté les six indicateurs de la qualité des institutions élaborés par la Banque Mondiale. Nous avons pris la moyenne des années disponibles, à savoir, 1996, 1998, 2000, 2002 et 2004. Evidemment, il naturel de se poser la question sur l'effet de ces variables dont les mesures ne sont disponibles qu'à partir de 1996 sur la croissance dans le passé. L'idée sous-jacente est que la qualité institutionnelle ne peut changer que sur le long terme et que les valeurs prises récemment reflètent en partie l'état des lieux dans le passé.

Comme nous pouvons le constater, pour beaucoup de variables, nous avons préféré considérer les réalisations plutôt que les dépenses. Un exemple pertinent sont les dépenses de santé ou d'éducation. Les montants des dépenses ne renseignent pas sur la couverture ou la qualité ni sur les performances puisque les dépenses peuvent aller principalement aux salaires des fonctionnaires plutôt qu'aux soins proprement dit. La même remarque pour le taux d'épargne qui peut ne pas se concrétiser en investissement, et pour cela nous avons préféré le taux d'investissement.

4.2.3. Les modèles estimés

Pour évaluer l'impact de ces déterminants sur la croissance, nous considérons un modèle de régression linéaire où la variable dépendante est le taux de croissance annuel moyen du PIB par tête au cours de la période 1970-2002. Les variables indépendantes sont les différents déterminants présentés ci-dessus. L'équation de base s'écrit donc :

$$y_i = x'_i \cdot \beta + \varepsilon_i$$

L'indice i indique le pays et le vecteur β contient les coefficients de l'équation mesurant l'impact de chaque variable explicative sur la variable dépendante.

En utilisant cette spécification, nous nous exposons à deux problèmes possibles, celui de l'endogénéité des variables explicatives ou la causalité bi-directionnelle et celui de la colinéarité, c'est à dire que plusieurs déterminants peuvent être fortement corrélés entre eux et l'inclusion d'un d'entre eux fait qu'il est inutile d'inclure l'autre.

Pour le premier problème, son éventuelle existence peut conduire à des biais dans les estimations, sa solution passe par l'utilisation de la méthode des variables instrumentales. Or il n'est ni facile de trouver des instruments, ni de disposer de données sur ces instruments. Nous ne pouvons donc que supposer que ce problème ne s'oppose pas ou du moins que le biais est faible.

Pour le deuxième problème nous avons procédé à des analyses de corrélations entre les différents indicateurs d'une même catégorie. Les résultats obtenus sont résumés dans les deux tableaux suivants.

Tableau 5: Analyse de corrélation entre les différents déterminants

a- Variables mesurant le capital humain

	Espérance de vie	Taux d'alphabétisation en 1970	Mortalité infantile	Scolarisation au primaire	Scolarisation au secondaire
Espérance de vie	1,00				
Taux d'alphabétisation en 1970	0,83	1,00			
Mortalité infantile	-0,87	-0,81	1,00		
Scolarisation au primaire	0,42	0,46	-0,42	1,00	
Scolarisation au secondaire	0,53	0,41	-0,45	0,43	1,00

b- Variables mesurant la qualité de la gouvernance

	Voice and Accountability	Political Stability	Government Effectiveness	Regulatory Quality	Rule of Law	Control of Corruption
Voice and Accountability	1,00					
Political Stability	0,95	1,00				
Government Effectiveness	0,73	0,73	1,00			
Regulatory Quality	0,96	0,95	0,78	1,00		
Rule of Law	0,82	0,83	0,69	0,82	1,00	
Control of Corruption	0,62	0,59	0,65	0,65	0,74	1,00

Les spécifications économétriques doivent tenir de ces fortes corrélations entre les différentes variables. Ainsi, pour ce qui est du capital humain, seule une à deux variables devrait être incluse simultanément. Pour les variables mesurant la gouvernance nous allons retenir une seule qui sera choisie en fonction de la qualité du modèle.

Pour les autres variables de politiques, nous excluons le taux d'épargne puisqu'il fortement corrélés avec le taux d'investissement (coefficient de corrélation de 0.63). De façon plus générale nous retenons les variables qui sont pertinentes et qui ne sont pas redondantes.

Ainsi après plusieurs essais et sur la base de critères de sélection comme le R^2 et de la significativité des coefficients, nous retenons pour analyse les spécifications suivantes²¹ (les résultats techniques détaillés de ces estimations sont présentés en annexe):

²¹ La seule variable qui représente recherche et développement a été exclue par ce qu'elle n'apporte aucun plus au pouvoir explicatif au modèle, vraisemblablement parce que son pouvoir explicatif est déjà contenu dans d'autres variables incluses.

La variable espérance de vie a été retenue dans toutes les spécifications parce qu'elle contribue très significativement au pouvoir explicatif du modèle.

Tableau 6 : Résultats des estimations

Variable	(1)	(2)	(3)
PIB par tête en 1970	-0,017 -8,65	-0,016 -7,29	-0,017 -7,31
Espérance de vie (niveau de 1972 en log)	0,028 5,49	0,026 4,23	0,029 4,41
Alphabétisation (niveau de 1970 en %)	..	0,004 0,60	0,005 0,68
Scolarisation primaire (niveau de 1990 en %)	0,006 0,79
Taux d'investissement (moyenne de la période en %)	0,113 4,59	0,118 3,91	0,102 3,20
Ouverture commerciale (moyenne de la période en %)	-0,003 -0,88	0,001 0,30	0,003 0,96
Part de l'agriculture dans PIB (moyenne de la période en %)	-0,044 -1,68	-0,030 -1,07	-0,036 -1,34
Ordinateurs par habitant (par 1000 habitants, moyenne1980-2002)	0,135 4,06	0,087 1,29	..
Lignes téléphoniques (par 1000 habitants, moyenne1970-2002)	0,028 1,86
Gouvernance (efficacité du gouvernement) (Moyenne 1996-2004)	0,012 5,76	0,013 5,83	0,011 4,82
Nombre d'observations	48	46	47
R ²	0,83	0,83	0,82

La variable dépendante est le PIB par tête. Méthode d'estimation: OLS avec correction de l'hétéroscédasticité à la White

Avant d'interpréter les résultats, plusieurs remarques importantes sont à signaler quant aux résultats obtenus en terme d'estimation.

Le premier constat de ces régressions est la robustesse des coefficients aux différentes spécifications utilisées. Ainsi, quand nous changeons une variable, les autres restantes gardent à peu près les mêmes coefficients. Ceci constitue un bon indice de la validité des résultats obtenus.

Un autre point important est la valeur du coefficient de détermination, en effet, pour toutes les spécifications estimées, le R² dépasse les 80%. Ceci signifie que les déterminants que nous retenons expliquent plus de 80% de la variabilité entre pays observée dans les taux de croissance.

Le troisième point est que la majorité des coefficients sont significatives à 5%. A cela il faudrait ajouter également que les tests de diagnostics réalisés montrent que les modèles sont bien valides.

L'ensemble de ces points justifie l'utilisation de ces modèles pour quantifier les effets des différents déterminants retenus.

4.2.4. Interprétation des résultats

Pour interpréter les résultats, nous utiliserons l'équation de base (1) et pour les variables qui ne sont pas incluses dans cette équation nous utiliserons la spécification correspondante. L'interprétation se fera selon deux principaux axes, à savoir, les effets de changements éventuels et la comparaison avec d'autres pays. La première question que nous nous posons donc est : Quels sont les déterminants les plus significatifs retenus dans les modèles ?

Le PIB par tête au départ : Dans les trois spécifications retenues, le PIB de départ est très significatif, ceci confirme l'hypothèse de convergence conditionnelle mise en évidence aussi bien dans les travaux théoriques qu'empiriques. Evidemment ceci n'est pas une variable de politique économique, c'est une donnée du passé à laquelle nous ne pouvons rien changer. En résumé, plus le niveau de développement de départ est bas plus l'économie a de chance de connaître une croissance économique rapide.

L'espérance de vie au début de la période : Cette variable est significative également et elle a un pouvoir explicatif assez important. Ce résultat n'est pas surprenant, dans toutes les études empiriques sur la croissance on retrouve cette variable. L'espérance de vie influence positivement la croissance parce qu'elle traduit le bon état de santé conduisant à de meilleures performances économiques de la société, en plus une espérance de vie plus élevée peut aller de pair avec un meilleur niveau d'éducation et de compétences. D'un autre côté, c'est une variable importante en matière de politique publique car elle est la résultante de plusieurs variables liées aux conditions sociales et économiques, elle est le baromètre de la politique sociale et économique de l'Etat.

Taux d'alphabétisme et taux de scolarisation au primaire: Ce sont des variables qui ont des effets positifs sur la croissance, elles s'ajoutent à l'espérance de vie comme indicateurs du capital humain. Ces deux variables ont des coefficients qui sont non significatifs à un niveau de 5%, ceci pourrait

être expliqué par le fait qu'elles ont une bonne partie commune avec l'espérance de vie.

Le taux d'investissement : Nos résultats (les trois spécifications) montrent que cette variable est importante dans la détermination de la croissance. Ils confirment que l'investissement est un moteur de la croissance. Cette variable est une résultante non pas seulement de l'effort d'épargne du pays mais également du niveau de développement de son secteur financier, donc elle résume les politiques du pays en matière d'encouragement de l'épargne, de l'investissement et de développement du secteur financier pour une canalisation efficace de l'épargne vers l'investissement. Nos résultats rejoignent ceux de plusieurs études empiriques mettant en évidence l'importance de ce facteur et contrairement à certaines études qui ont focalisé sur la région MENA incluant le Maroc et qui ont conclu que cette variable n'est pas significative dans cette région justifiant ceci par l'inefficacité du capital dans la région.

Ouverture commerciale : Cette variable de politique économique est l'une des plus étudiées dans la littérature empirique. Même s'il y a tendance à conclure à une corrélation positive entre l'ouverture commerciale et la croissance, il n'y a pas réellement d'évidence forte. Dans nos trois spécifications cette variable est non significative et tend plutôt à avoir un effet négatif. Ceci rejoint une frange de la littérature qui postule que l'ouverture n'est bénéfique que si le pays atteint un niveau de développement économique lui permettant de faire face à la concurrence étrangère. L'échantillon des pays considérés dans notre cas est à majorité en voie de développement, ceci justifie le pourquoi de ce résultat.

La part de l'agriculture dans le PIB : Sans surprise, cette variable qui mesure la dépendance vis-à-vis du secteur agricole a un effet négatif sur la croissance, autrement les pays les moins dépendants de l'agriculture ont tendance à croître plus rapidement.

Nombre de lignes téléphoniques et le nombre d'ordinateurs par habitant : Ces deux variables qui mesurent le degré de pénétration ou d'utilisation de la technologie ont des effets positifs et significatifs. Ceci n'est pas étonnant étant donné l'importance de l'utilisation des technologies dans l'accélération de la croissance.

La gouvernance : Cette variable mise sous les projecteurs de la recherche sur le développement ces dernières années, a une importance capitale.

Malgré la tardive disponibilité des données, nos résultats, à l'instar de la quasi-totalité des études empiriques montre que cette variable joue un rôle capital dans la croissance. Dans les trois spécifications retenues cette variable est significative à tous les niveaux de confiance habituels y compris à 1%. Le choix de l'indicateur d'efficacité du gouvernement (Government effectiveness) parmi les 6 indicateurs de la gouvernance de la banque Mondiale est en partie dû au fait que c'est le plus significatif dans les spécifications que nous avons essayées, en plus c'est celui où le Maroc score le moins par rapport à ses semblables.

D'un autre coté, parmi les variables qui n'ont pas été retenues dans les spécifications ci-dessus, figurent le nombre d'articles scientifiques et techniques, les solarisations au secondaires et au tertiaires (dont l'effet est probablement absorbé par l'alphabétisation et le primaire) et la profondeur financière (probablement à cause de sa corrélation avec le taux d'investissement). Les politiques de stabilisation (comme l'inflation) n'ont pas d'effet notable non plus pour l'échantillon considéré.

Dans le tableau ci-après nous résumons les résultats obtenus.

Tableau 7 : Effet des différents déterminants sur la croissance.

Variable	Effet sur le taux de croissance du PIB par habitant (Point de % additionnels)
PIB par tête en 1970	–
Espérance de vie (1972)	Une amélioration de 10 ans = + 0.5%
Alphabétisation (1970)	Une amélioration de + 50% = +0.2%
Scolarisation primaire (1990)	Une amélioration de + 25% = +0.144%
investissement	Une amélioration de + 10% = +1.127%
Ouverture commerciale	–
Agriculture	Une réduction du poids de -10% = +0.44%
Ordinateurs par 1000 habitants	Une amélioration de + 40 pour mille = +0.54%
Téléphones par 1000 habitants	Une amélioration de + 100 pour mille % = +0.28%
Gouvernance	Une amélioration pour atteindre le niveau de la Malaisie = +1.09

Source : Calculs des auteurs.

Quel est a été l'impact de ces variables sur la croissance au Maroc ? Le tableau ci-après donne une synthèse des résultats obtenus et l'effet de certains changements qui auraient été possibles de réaliser. Pour les variables liées à la technologie et à la gouvernance, les changements proposés sont faits de façon à atteindre les niveaux de la Malaisie, un pays dont l'économie constitue un modèle pour beaucoup de pays en voie de développement et dont le niveau de développement était similaire à celui du Maroc.²²

Tableau 8 : Effets de certains changements possibles au cours de la période 1970-2002

Variable	Niveau initial	Unité de changement	Effet sur la croissance (en %)	PIB par tête			Gain en terme d'années au rythme actuel
				Niveau de 2002 si changement	Niveau de 2000	Gain	
PIB par tête en 1970	720	-	-	-	-	-	-
Espérance de vie (1972)	52,9	10	0,483	1435	1234	202	9
Alphabétisation (1970)	0,198	50%	0,213	1319	1234	85	4
Scolarisation primaire (1990)	0,652	25%	0,144	1291	1234	57	3
Capital humain						344	16
Investissement	0,220	10%	1,12785	1756	1234	522	21
Ouverture commerciale	0,544	-	-	-	-	-	-
Agriculture	0,173	-10%	0,44235	1417	1234	184	8
Ordinateurs par 1000 habitants	0,008	4%	0,54197	1462	1234	229	10
Téléphones par 1000 habitants	0,04	10%	0,28353	1349	1234	115	5
Gouvernance	0,058	0,9	1,08873	1734	1234	501	20
Gain total						1894	81

Source : Calculs des auteurs.

Les résultats obtenus montrent donc que ce qui a fait le plus mal à la croissance marocaine est à chercher du côté du capital humain (santé et éducation) et de la gouvernance, et plus précisément, l'efficacité du gouvernement. Cela nous rappelle l'inefficacité et la lenteur tant critiquée de

²² En 1960, le PIB par tête de la Malaisie en dollars constants était de 784 contre 591 pour le Maroc. En 2002, niveaux étaient de 3833 pour la Malaisie et 1234 pour le Maroc.

l'administration marocaine ainsi que la mollesse du gouvernement marocain au cours de la période 1970-2002.

D'un autre coté, le coût engendré par le faible capital humain (mesuré par l'espérance de vie, les taux d'alphabétisation et de scolarisation) dans le passé correspond en réalité au coût d'une politique sociale défailante où les secteurs sociaux comme la santé et l'éducation ont été mal gérés ou délaissés au profit de secteurs profitables ne touchant qu'une petite frange de la population relativement aisée.

L'amélioration du taux d'investissement produirait également des résultats importants, cependant ceci n'est pas tâche facile parce que l'effort d'investissement pour qu'il soit durable et soutenu doit émaner principalement du secteur privé. Ceci interpelle le gouvernement sur ses politiques d'incitation à l'investissement et à l'amélioration de l'environnement des affaires.

4.2.5. Quelques comparaisons internationales

Dans cette section, nous allons analyser les raisons du retard pris par le Maroc en terme de croissance sur certains pays ayant été à un niveau semblable, en l'occurrence nous considérons le cas du Chili et de la Malaisie. Les données de base sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau 9 : Comparaison des rythmes de croissance

	PIB par tête en 1970	PIB par tête en 2002	Taux de croissance annuel moyen
Maroc	720	1234	1,70
Malaisie	1103	3883	4,01
Chili	2209	5089	2,64

Source : WDI (2004). Banque Mondiale

Au cours de la période 1970 à 2002 le taux de croissance annuel moyen du PIB par tête du Maroc était de 1,7% alors que le Chili et la Malaisie ont connu des taux de 2,64% et 4,01% respectivement. Les différences dans les vitesses de croissance sur la période sont énormes. En effet, si le Maroc avait le même taux de croissance que le Chili, son PIB par tête en 2002 aurait été de 1660 \$ au lieu 1234 \$. Si le taux de croissance était comme celui de la Malaise, le gap serait encore énorme 2536 au lieu des 1234. Au rythme actuel de croissance du Maroc, ceci correspondrait à des gains respectifs de 18 et 43 ans.

Il est donc naturel de dire pourquoi toute cette différence. Sur la base des modèles estimés, nous pouvons décomposer cette différence selon les contributions de chaque déterminant. Le résultat obtenu est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 10 : Décomposition de la différence de croissance

	Globale	PIB initial	Espérance de vie	Scolar.	Invest.	Ouvert.	Agr.	Ordin.	Gouver.
Maroc-Chili	0,947	-1,890	0,512	0,199	-0,272	0,010	0,405	0,495	1,498
Maroc-Malaisie	2,316	-0,719	0,487	0,164	0,813	-0,246	-0,085	0,552	1,016

Primo, le fait que le Maroc parte avec un PIB par tête inférieur à celui des deux autres pays joue en sa faveur, ses chances de croissance étaient plus élevées. Ces chances n'ont pas été saisies et la cause réside principalement dans les différences de la qualité de la gouvernance, l'utilisation des technologies et le taux d'investissement pour la comparaison avec la Malaisie. Pour la comparaison avec le Chili, le taux d'investissement était en faveur du Maroc. Pour les deux pays, le capital humain mesuré par l'espérance de vie explique une bonne partie de la différence avec le Maroc.

Conclusion

Dans ce rapport, nous avons essayé de répondre à une question d'importance capitale pour l'économie marocaine, à savoir quels sont les déterminants de sa performance et de sa vitesse de croissance. Un enjeu de taille puisqu'il est déterminant pour le développement économique, social et humain, l'amélioration des niveaux de vie et la réduction de la pauvreté et du chômage.

Nous avons commencé par une description et une analyse des performances économiques du Maroc sur la période 1960-2004. Les faits saillants dégagés sont les suivants:

- Une croissance insuffisante avec un taux annuel moyen de 4,2% ;
- L'analyse sectorielle de cette croissance fait ressortir l'irrégularité du secteur agricole qui a été caractérisé, par des fluctuations importantes, notamment à partir de la décennie 80. Quant au secteur non agricole, beaucoup moins erratique, il s'est inscrit dans une tendance haussière régulière ;
- Un taux d'investissement toujours en deçà des niveaux désirés et nécessaires pour une véritable relance de l'économie marocaine ;
- La croissance a été tirée par la demande intérieure (consommation plus investissement) malgré les politiques de promotion des exportations ;
- Le secteur des services a commencé à émerger et à prendre de l'ampleur à partir des années 90.

Dans un deuxième chapitre, nous avons décrit les méthodologies d'analyse des sources de croissance et les principaux déterminants identifiés dans la littérature théorique et empirique sur la croissance. Nous avons consacré un chapitre à décrire les performances du Maroc en termes de ces indicateurs avant de passer à la quantification de leurs effets sur la croissance marocaine.

Les résultats de nos estimations font ressortir trois facteurs importants comme raisons de la faible performance économique du Maroc au cours de la période 1970-2002. Il s'agit de :

- La faible qualité de la gouvernance au cours de la période ;
- Le niveau faible du capital humain et particulièrement, la santé et l'éducation ;
- Le faible taux d'investissement.

Ces résultats en dehors de pouvoir chiffrer les conséquences, ne sont pas des surprises. Nous avons donc chiffré les effets de déterminants dans les conséquences négatives étaient largement mais vaguement identifiées.

Comment faudrait-il interpréter ces résultats ? Nous pensons que ce travail a permis d'hierarchiser les priorités, et surtout de mettre en exergue le fait que nos faiblesses sont nos potentielles sources de croissances, le Maroc a une large marge de manœuvre et beaucoup de points de croissance peuvent être gagnés par l'amélioration du capital humain et de la qualité de la gouvernance. Le tableau 8 du chapitre 4 décrit ces gains potentiels.

Nous nous sommes également attaqués à l'exercice traditionnel de décomposition de la croissance selon les contributions des facteurs de production à savoir le capital et le travail. Nos résultats confirment ce qui est déjà connu à savoir que le capital était un moteur principal de la croissance même si sa contribution était variable d'une période à l'autre. Par contre nous avons mis en relief la contribution croissante du facteur travail due certainement à l'amélioration de sa qualité avec les efforts de scolarisation et de lutte contre l'analphabétisme.

Les leçons émanant des résultats présentés dans les sections et les chapitres précédents montrent combien la croissance peut être accélérée si le gouvernement agit sur tel ou tel déterminant. L'analyse de ces déterminants montre que les pouvoirs publics ont «du pain sur la planche». Cette situation peut être interprétée comme grave, mais peut être également interprétée comme un réservoir et des potentialités énormes d'accélération de la croissance au Maroc.

Le Maroc a effectivement entamé ces dernières années et continue d'administrer un vaste programme de réformes économiques, financières et sociales. Ces réformes sont dans leur majorité structurelles et leurs effets prennent des années avant d'apparaître. Une question demeure néanmoins posée. Comment le Maroc devrait-il entamer ou continuer les réformes qui s'imposent ? Faut-il aller à un rythme lent et entamer réforme par réforme ou faut-il intensifier la dose et administrer tout à la fois (la théorie du big bang économique) ? Les expériences observées sont diverses, la politique du big bang a bien fonctionné pour le cas de la Pologne qui a adopté une batterie de mesures chocs et simultanées et a pu réussir sa transition d'une économie centralisée à une économie de marché. Le Chili en est un autre exemple de réussite de cette politique, mais le cas de l'Argentine montre que cette méthode n'est pas nécessairement la bonne pour toutes les situations.

Références

- Allalat Abdelhak (2004) : La planification du développement économique et social au Maroc. HCP. 2005
- Barro, Robert and Xavier Sala-i-Martin (1995): Economic Growth, New York: McGraw-Hill.
- Barro, Robert J, (1991): “Economic Growth in a Cross-section of Countries”, Quarterly Journal of Economics, 106:2, pp.407-43.
- Barro, Robert J, (1997): Determinants of Economic Growth: A cross-counties Empirical Study, The MIT Press, Cambridge
- Bosworth, B and S. Collins (2003): . The Empirics of Growth: An Update. Brookings Panel on Economic Activity.
- Centre Marocain de Conjoncture : Bulletin semestriel du CMC. 1997
- Haut Commissariat au Plan (1992) : Les sources de croissance de l'économie marocaine.
- Khalid Sekkat (2003): The Sources of Growth in Morocco: An Empirical Analysis in a Regional Perspective. Working paper. DULBEA, University of Brussels.
- King, Robert G & Levine, Ross (1993). Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right. The Quarterly Journal of Economics, vol. 108(3), pages 717-37
- Makdissi S., Z. Fattah and I. Limam (2000), “Determinants of Growth in The MENA countries“, Global Research Project (GRP) paper.
- Nehru V. and Dhareshwar A. (1994), “New Estimates of Total Factor Productivity Growth for Developing and Industrial Countries,” Policy Research Working Paper # 1313, the World Bank.
- Senhadji A. (2000), “Sources of Economic Growth: An Extensive Growth Accounting Exercise”, IMF Staff Papers, pp. 129-157.

Annexes

Annexe 1 : Echantillon des pays retenus

	PIB par tête (en dollar constant de 2000)			
	1960	1970	2002	TAAM 1960-2002
Algeria	1247	1398	1823	0,91
Argentina	5254	6617	6636	0,56
Belize	950	1193	3429	3,10
Bolivia	897	929	1012	0,29
Botswana	254	436	3372	6,35
Brazil	1332	1831	3560	2,37
Bulgaria	„	„	1750	
Cameroon	458	448	618	0,71
Chile	1842	2209	5089	2,45
China	98	114	983	5,64
Colombia	955	1192	1974	1,74
Congo, Rep.	617	702	944	1,02
Costa Rica	2075	2518	4207	1,70
Cote d'Ivoire	532	840	632	0,41
Dominican Republic	780	999	2458	2,77
Ecuador	820	929	1353	1,20
Egypt, Arab Rep.	459	610	1600	3,02
El Salvador	1558	1933	2128	0,74
Fiji	1177	1468	2253	1,56
Gabon	1658	3105	3843	2,02
Greece	3053	6027	11006	3,10
Guatemala	1007	1300	1683	1,23
Guyana	678	770	952	0,81
Honduras	667	777	922	0,77
Hungary	1299	2363	4937	3,23
India	175	207	478	2,41
Indonesia	179	214	761	3,51
Iran, Islamic Rep.	„	1785	1630	
Ireland	4873	7055	27374	4,19
Israel	5564	9198	17395	2,75
Jamaica	2385	3328	3112	0,64
Jordan	„	1123	1792	
Kenya	213	239	341	1,13
Korea, Rep.	1110	1913	11936	5,82
Malaysia	784	1103	3883	3,88
Malta	1118	1830	9787	5,30
Mexico	2557	3581	5801	1,97
Morocco	591	720	1234	1,77
Oman	969	4351	8559	5,32
Pakistan	186	283	532	2,53
Panama	1714	2741	4064	2,08
Paraguay	735	879	1405	1,55
Peru	1643	2069	2084	0,57
Philippines	612	732	1021	1,23
Portugal	2233	4092	10485	3,75
Senegal	507	469	467	-0,20

Singapore	2203	4434	22153	5,65
South Africa	2105	3049	3002	0,85
Spain	3640	6702	14408	3,33
Sri Lanka	279	344	880	2,77
Syrian Arab Republic	449	546	1133	2,23
Thailand	332	537	2144	4,54
Tunisia	„	827	2122	
Turkey	„	1604	2858	
Uruguay	3819	3957	5137	0,71

Annexe 2 : Résultats des estimations

Specification 1

Dependent Variable: Y70_02

Method: Least Squares

Date: 09/07/05 Time: 22:29

Sample: 1 55

Included observations: 48

Excluded observations: 7

White Heteroskedasticity-Consistent Standard Errors & Covariance

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Y70	-0,016867	0,001949	-8,65456	0
LE72	0,027877	0,005082	5,485202	0
SE_P90	0,005741	0,007292	0,787266	0,4358
INV70_02	0,112785	0,024585	4,58763	0
OP70_02	-3,12E-03	0,003539	-0,8813	0,3834
AGR80_02	-0,044235	0,026345	-1,67909	0,1009
COMP80_02	0,135492	0,033381	4,058947	0,0002
GV_GE	0,012097	0,002099	5,764044	0,0
R-squared	0,832778	Mean dependent var		0,01956
Adjusted R-squared	0,803514	S.D. dependent var		0,01819
S.E. of regression	0,008063	Akaike info criterion		-6,65212
Sum squared resid	0,0026	Schwarz criterion		-6,34025
Log likelihood	167,6508	Durbin-Watson stat		1,77982

Specification 2

Dependent Variable: Y70_02

Method: Least Squares

Date: 09/07/05 Time: 22:31

Sample: 1 55

Included observations: 46

Excluded observations: 9

White Heteroskedasticity-Consistent Standard Errors & Covariance

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Y70	-0,016159	0,002217	-7,2885	0
LE72	0,026297	0,006211	4,233774	1E-04
LITER70	0,004265	0,007147	0,596773	0,554
INV70_02	0,117506	0,030079	3,906554	4E-04
OP70_02	1,03E-03	0,003452	0,298858	0,767
AGR80_02	-0,029877	0,027978	-1,06788	0,292
COMP80_02	0,086595	0,06737	1,285371	0,206
GV_GE	0,01253	0,002149	5,831283	0
R-squared	0,825094	Mean dependent var		0,019
Adjusted R-squared	0,792875	S.D. dependent var		0,017
S.E. of regression	0,007776	Akaike info criterion		-6,719
Sum squared resid	0,002298	Schwarz criterion		-6,401
Log likelihood	162,5304	Durbin-Watson stat		1,467

Specification 3

Dependent Variable: Y70_02

Method: Least Squares

Date: 09/07/05 Time: 22:34

Sample: 1 55

Included observations: 47

Excluded observations: 8

White Heteroskedasticity-Consistent Standard Errors & Covariance

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Y70	-0,017103	0,002339	-7,313529	0
LE72	0,028648	0,006494	4,41167	0,0001
LITER70	0,004737	0,006999	0,676744	0,5026
INV70_02	0,102392	0,031954	3,204404	0,0027
OP70_02	0,002927	0,003059	0,956939	0,3445
AGR80_02	-0,036372	0,027144	-1,339973	0,188
PHO70_02	0,028353	0,015247	1,859618	0,0705
GV_GE	0,01131	0,002348	4,816833	0
R-squared	0,819971	Mean dependent var		0,019112
Adjusted R-squared	0,787658	S.D. dependent var		0,016958
S.E. of regression	0,007814	Akaike info criterion		-6,711891
Sum squared resid	0,002381	Schwarz criterion		-6,396972
Log likelihood	165,7294	Durbin-Watson stat		1,630394